

IV. LA PRÉSENTATION ET L'EMPLOI

1. La production

La production totale se redresse en 1982 : 1 % contre - 0,1 % en 1981. Cette amélioration d'ensemble recouvre des situations contrastées : forte croissance pour l'agriculture, le commerce et les services ; par contre, poursuite atténuée de la baisse de la production manufacturière et fort recul de la production de l'énergie et du bâtiment et travaux publics.

Tableau 7 : Production en volume par branche d'activité
(aux prix de l'année 1970)

	1981				Moyenne 1981 %	1982				Moyenne 1982 %
	Variations trimestrielles %					Variations trimestrielles %				
	1	2	3	4		1	2	3	4	
Agriculture	-2.1	-0.4	-0.9	2.3	-2.6	0.5	1.7	1.1	4.2	4.7
Branches manufacturées	-0.5	1.0	0.5	-0.3	-1.6	-0.6	0.8	-1.8	0.9	-0.4
B.G.C.A.	0.0	-0.3	-0.7	-0.1	-1.7	-1.4	-0.5	-2.3	-0.4	-3.4
Commerce	-0.3	0.9	0.9	0.2	0.9	0.8	1.1	0.1	0.5	2.7
Branches Industrielles	-0.5	0.5	0.5	0.1	-1.4	-1.0	0.8	-1.4	0.9	-0.5
Branches non Industrielles	-0.3	1.4	0.0	1.2	1.0	0.2	1.1	-0.4	1.1	2.3
Total des branches	-0.4	1.0	0.3	0.7	-0.1	-0.4	1.0	-0.9	1.0	1.0

1.1 L'agriculture

Après deux années consécutives de tassement, la production agricole retrouve une forte croissance en 1982, avoisinant celles observées en 1978 et 1979. Cette amélioration est due essentiellement à une récolte record de blé tendre et à une forte expansion de la production viticole. Le volume de la production animale a globalement peu progressé, compte tenu d'une croissance modérée de la collecte de lait et d'un renouvellement du cheptel bovin après les importants abattages des dernières années.

1.2 La production manufacturière

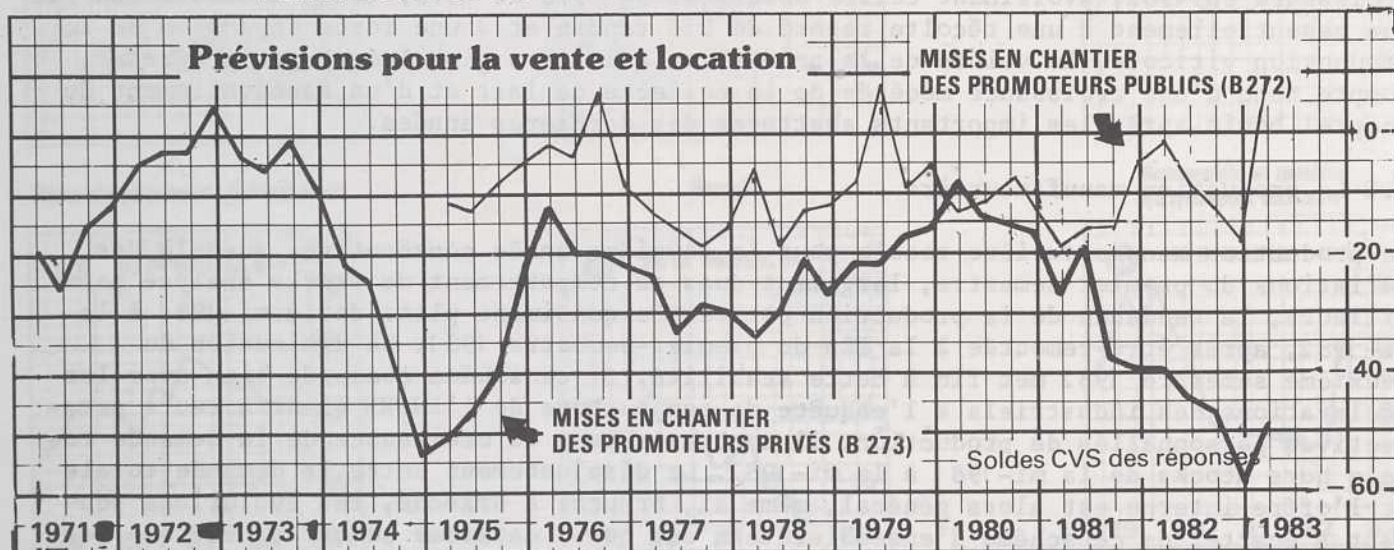
La production manufacturière recule pour la deuxième année consécutive. Au-delà des variations du premier semestre, largement dues au comportement de stocks analysé par ailleurs, la tendance de la production est restée quasiment plate de la mi-1981 à la mi-1982, après être remontée à la fin du premier semestre 1981. La diminution du deuxième semestre 1982 met fin à cette stabilité. Si ce schéma concorde bien avec les déclarations des industriels à l'enquête de conjoncture de l'INSEE quant à leurs perspectives personnelles de production, il contraste avec la croissance de la demande totale hors stocks de la mi-1981 à la mi-1982. Le désajustement entre la demande totale et l'offre interne est alors général, même si, branche à branche, les évolutions peuvent s'écarter de ce schéma d'ensemble. Ce n'est qu'au deuxième semestre 1982 que les évolutions de la production et de la demande convergent toutes deux à la baisse.

Tableau 8 : Production et demande totale (1) par branche d'activité industrielle
(Taux de croissance aux prix de l'année 1970)

	81.II	Glissement	Moyenne	82.I	82.II	Glissement	Moyenne
	(2)	81	1981	(2)	(2)	82	1982
Produits manufacturés							
Production	0.2	0.7	- 1.6	0.2	- 0.9	- 0.7	- 0.4
Demande totale	2.0	2.1	- 0.7	1.5	-	0.6	1.7
Biens intermédiaires							
Production	0.8	0.5	- 4.1	- 0.3	- 2.4	- 2.7	- 1.3
Demande totale	2.5	1.6	- 3.9	0.3	- 3.5	- 3.2	- 0.4
Biens de consommation courante							
Production	1.2	1.7	- 1.3	1.0	- 0.8	0.2	0.9
Demande totale	2.1	3.7	0.7	1.7	0.1	1.8	2.8
Automobile							
Production	0.6	- 1.2	- 6.0	- 0.5	7.1	6.5	1.1
Demande totale	1.8	1.2	- 3.9	1.5	6.7	8.3	4.7
Biens d'équipement professionnel							
Production	1.6	0.5	3.0	0.0	- 1.5	- 1.5	- 1.5
Demande totale	0.3	0.2	2.4	0.5	- 0.3	0.2	0.5
Biens d'équipement ménager							
Production	7.0	6.7	- 0.9	5.5	- 4.7	0.6	8.0
Demande totale	8.4	10.1	4.8	14.4	- 9.3	3.8	12.7

(1) Y compris les variations de stocks. (2) Glissement semestriel.

PERSPECTIVES DE MISES EN CHANTIER POUR LES TROIS PROCHAINS MOIS



Dans les biens intermédiaires, le redressement opéré à la fin du premier semestre 1981 se confirme jusqu'à la mi-1982. La production chute au troisième trimestre et ne se redresse que faiblement au quatrième. La baisse est importante dans les matériaux de construction, en raison de la faible activité du bâtiment et des travaux publics ; à l'opposé le papier carton, le caoutchouc et les matières plastiques se redressent sur l'ensemble de l'année, malgré un repli au quatrième trimestre. Les marges de capacités disponibles restent en moyenne à un niveau très élevé.

Les biens de consommation bénéficient du maintien du niveau élevé de la demande des ménages, et leur production, hors automobile, progresse du début 1981 à la mi-1982. Le recul du deuxième semestre 1982 reste limité alors que les enquêtes de conjoncture indiquent une nette baisse de production. Les évolutions restent très contrastées suivant les branches : la parachimie et la pharmacie continuent de progresser vivement dans le prolongement de leur évolution de 1981 ; le net recul du troisième trimestre 1982 de la presse-édition, de la branche cuir-chaussures est un accident dans une longue période de forte croissance ; la production de bois et meubles se stabilise ; et le déclin du textile se poursuit. L'automobile a un profil tout à fait particulier : la production reprend très fortement au deuxième semestre pour répondre à une demande qui est bien orientée, alors que les mouvements sociaux du premier semestre avaient conduit à des pertes de production. Enfin dans les biens d'équipement ménager le niveau moyen reste très supérieur à celui de 1981 malgré une forte baisse au troisième trimestre.

Les biens d'équipement professionnel subissent pleinement la baisse de la demande mondiale et la faiblesse de l'investissement : après un premier semestre stable, le deuxième semestre 1982 enregistre à nouveau une forte baisse, mais plus faible que celle du quatrième trimestre 1981. La dégradation est particulièrement marquée pour

les machines et appareils mécaniques depuis le deuxième semestre 1981 ; elle est moins forte et plus tardive dans la construction aéronautique et navale ; pour la construction électrique et électronique, la croissance de la production amorcée au premier semestre est interrompue par une baisse forte mais passagère au troisième trimestre.

1.3 Le bâtiment et les travaux publics

Le ralentissement de l'activité dans le secteur de la construction est important et entraîne une baisse du volume de production estimée à plus de 3 %. Le gros entretien conserve une activité plus soutenue.

Les autorisations de constructions de logements s'élèvent à 308 000 pour les neuf premiers mois, soit une baisse de 16 % par rapport à la même période de 1981. Pour l'ensemble de l'année, la baisse pourrait être limitée à 12 %. On dénombre 242 000 mises en chantier pendant les trois premiers trimestres, en baisse de 18,3 % sur la même période de 1981 ; le total pour l'année sera légèrement inférieur à 350 000 (environ - 13 % sur 1981).

Un léger ralentissement de la chute des autorisations est observé pour les autres constructions à la fin du troisième trimestre 1982. Il provient principalement du commerce, des bureaux et dans une plus faible mesure des bâtiments industriels et commerciaux. Au total, la baisse est d'environ 15 % par rapport à 1981. Par contre la très forte diminution des mises en chantier se poursuit : 25,9 % pour les neuf premiers mois de 1982 par rapport à ceux de 1981.

Les enquêtes de janvier semblent toutefois indiquer une interruption de la baisse d'activité à la fin de l'année 1982.

Les travaux publics enfin enregistrent pour octobre un net recul d'environ 5 % des travaux réalisés, tandis que la baisse importante que l'on constate pour les marchés conclus semble s'accroître.

1.4 Le commerce

L'évolution de la consommation en 1982 est favorable à l'activité des commerces de détail, surtout pour les produits non-alimentaires. Mais elle bénéficie moins aux petits commerces spécialisés, qu'aux grandes entreprises commerciales qui voient leur part de marché s'accroître : c'est notamment le cas pour les ventes d'électroménager et d'électronique grand public en forte progression sur la première partie de l'année. De même le bon niveau de la consommation de textiles et d'habillement profite surtout aux entreprises de ventes par correspondance dont les chiffres d'affaires restent en croissance rapide, aux grands magasins qui ont connu un redressement après la forte baisse de l'année 1980, et aux hypermarchés ; les ventes du petit commerce en articles d'habillement reviennent, au second semestre 1982, sur leur tendance basse de longue période, après la forte activité du printemps. La demande est par contre moins soutenue pour les autres biens de consommation manufacturés.

Dans le commerce de gros de biens de consommation, l'activité stagne à un niveau moyen en 1982, pour les produits alimentaires comme pour les produits manufacturés : en effet les articles dont la consommation s'est nettement accrue (électroménager, confection) transitent peu par les grossistes.

La situation du commerce de biens intermédiaires et de biens d'équipement a dans l'ensemble été beaucoup plus déprimée. Les ventes de matériaux de construction pour le bâtiment ont été particulièrement faibles ; les ventes de biens intermédiaires et biens d'équipement pour l'industrie, déjà en baisse en 1981, ont à nouveau fléchi en milieu d'année, avant de reprendre très lentement sur la fin de l'année. Seuls les commerces de gros des biens intermédiaires pour l'agriculture, de matériel agricole, et d'équipement de bureau (notamment matériel informatique) ont bénéficié de la fermeté de la demande en 1982.

2. La réduction de la durée du travail

L'ordonnance de janvier 1982 portant sur la réduction de la durée du travail comportait quatre points principaux :

- baisse de 40 à 39 heures de la durée légale hebdomadaire du travail,
- généralisation de la cinquième semaine de congés payés (à prendre pour la première fois entre juin 1982 et fin mai 1983),
- possibilités de modulation saisonnière des horaires,
- mesures dissuasives tendant à limiter le recours aux heures supplémentaires ; au-delà d'un contingent annuel non soumis à autorisation, les heures supplémentaires donnent droit à une récupération sous forme d'un repos compensateur d'une durée égale à la moitié des heures effectuées.

Ces mesures sont importantes : une semaine de congé supplémentaire réduit la durée annuelle travaillée de plus de 2 %, la baisse d'une heure de la durée hebdomadaire de 2,5 %. Elles engagent donc les entreprises à réexaminer l'organisation de la production et la gestion de leur main-d'oeuvre. Une revue d'ensemble des informations conjoncturelles disponibles est utile pour apprécier la portée de ces mesures.

2.1 Sur la cinquième semaine

Les informations sur la généralisation de la cinquième semaine de congés payés sont peu nombreuses. Pour apprécier son impact sur l'activité en 1982, il faut attendre les résultats des enquêtes de décembre 1981 et décembre 1982 faites par le Ministère du Travail sur l'organisation des congés payés.

Tout au plus sait-on par des indications partielles que cette mesure ne semble pas avoir allongé les congés de l'été ; son effet se ferait plutôt sentir en fin d'année 1982 sinon au premier semestre 1983. L'enquête mensuelle de la Banque de France auprès des chefs d'entreprises (réalisée par voie d'interviews) signale que de nombreuses entreprises auraient incité leurs salariés à prendre leurs congés entre Noël et le jour de l'an, mettant à profit une certaine baisse de leur demande. Il apparaît par ailleurs,

au vu de récents accords de branches, que la généralisation de la cinquième semaine correspond souvent à une semaine supplémentaire nette de congés : elle s'ajouterait donc aux jours de congés accordés dans certaines branches en sus des congés légaux (pour ancienneté par exemple).

2.2 Le passage à 39 heures de la durée légale

Sur ce point, les sources statistiques sont plus nombreuses et donnent maintenant une idée plus précise : enquêtes trimestrielles régulières du Ministère du Travail auxquelles s'ajoute une enquête spécifique du même Ministère ; enquêtes de conjoncture de l'INSEE. Enfin une enquête spécifique a été effectuée par l'INSEE en septembre 1982 sur la répercussion de la baisse de la durée du travail. Les premiers résultats, encore fragiles, sont maintenant disponibles (1).

Toutes les informations concordent sur un premier élément : l'ampleur de la réduction de la durée hebdomadaire du travail. L'enquête trimestrielle du Ministère du Travail fait état d'une réduction forte et concentrée sur le premier trimestre.

Durée du travail, toutes activités confondues, pour les ouvriers et les employés

1er oct. 1981	1er janvier 1982	1er avril 1982	1er juil. 1982	1er oct. 1982
40,5 h	40,3 h	39,5 h	39,4 h	39,3 h

Source : Ministère du Travail.

Dans certains secteurs, et notamment dans les entreprises nationales, des accords signés avant l'ordonnance de janvier 1982, donnent même des réductions importantes au quatrième trimestre 1981 (- 1,7 % dans l'Industrie, - 2,4 % dans les Transports-Télécommunications, - 1,3 % dans les Banques, - 1,9 % dans les Assurances).

Au total, de la fin 1981 à la fin du premier trimestre 1982, on enregistre pour la quasi-totalité des secteurs une baisse d'une heure environ de la durée hebdomadaire du travail. Cette chute importante a été suivie d'une lente diminution au rythme modéré de 0,2 % par trimestre pendant les deuxième et troisième trimestres 1982. L'enquête trimestrielle indique aussi qu'à l'occasion de la baisse du début de 1982, l'écart des durées hebdomadaires de travail de l'industrie et du tertiaire marchand s'est réduit, ce dernier continuant toutefois d'afficher des durées de travail supérieures.

L'enquête de l'INSEE de septembre 1982 confirme les résultats du Ministère du Travail. Elle chiffre la réduction de la durée offerte à 1,1 heure sur un an dans l'industrie, soit légèrement plus que la réduction de la durée légale.

L'ordonnance de janvier 1982 permettait aux entreprises de garder au même niveau la durée effective du travail par un recours accru, évidemment plus coûteux, aux heures supplémentaires.

L'enquête trimestrielle du Ministère du Travail indique que hormis un délai d'adaptation passager début 1982, les entreprises ont peu retenu cette option. Le pourcentage des effectifs d'ouvriers travaillant en heures supplémentaires s'établissait à

(1) L'enquête a été effectuée comme complément à l'enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie et le commerce. Elle couvre 3 000 entreprises industrielles (dont 2 500 environ ont répondu) et 2 000 entreprises de commerce (1 300 réponses environ) ; un prochain article d'Economie et Statistique fera un compte-rendu détaillé de cette enquête et de ses résultats.

40,9 % en avril 1981 ; il s'élève à 40,4 % en avril 1982 en dépit de l'effet mécanique du passage à 39 heures de la durée du travail. En octobre 1982, dans une conjoncture plus dégradée, ce pourcentage est inférieur à celui d'octobre 1981. Les entreprises ont largement répercuté la baisse de la durée légale en baisse des horaires travaillés, soit qu'elles l'aient décidé dans le cadre d'accords de branche, soit qu'elles aient compris l'ordonnance de janvier 1982 comme une obligation, soit qu'elles y aient été contraintes en partie sous la pression des salariés. La faiblesse de la demande au début 1982 a aussi pu faire accélérer un processus de réduction de la durée du travail programmé auparavant.

Tableau 9 : Répartition des salariés ouvriers selon la durée du travail (1)

(Effectifs en %)

Date de l'enquête	Durée hebdomadaire (heures)	Travaillant à la durée légale (2)	de la durée légale à 42 h	42 h et plus (3)	Total heures supplémentaires (4)
		(a)	(b)	(c)	(d) = (b) + (c)
1981 janvier	40,9	60,4	14,0	25,6	39,6
avril	40,9	59,1	13,8	27,1	40,9
juillet	40,9	60,5	14,2	25,3	39,5
octobre	40,8	63,5	13,0	23,5	36,5
1982 janvier	40,5	71,2	11,0	17,8	28,8
avril	39,6	59,6	29,8	10,6	40,4
juillet	39,6	63,7	25,6	10,7	36,3
octobre	39,5	65,5	24,3	10,2	34,5

Source : Ministère du travail.

(1) Toutes activités non compris grandes entreprises nationales.

(2) 40 heures ou moins avant février 1982 ; 39 heures ou moins après.

(3) Après février 1982, les heures supplémentaires au-delà d'un contingent de 130 heures par an donnent droit à un second repos compensateur.

(4) Ces heures ne comprennent pas certaines heures supplémentaires à caractère exceptionnel faites par un salarié ou une partie du personnel.

L'enquête de septembre 1982 confirme que la très grande majorité des salariés n'a pas subi, à court terme, de perte de pouvoir d'achat du fait de la réduction de la durée du travail. La revendication quasi-générale du maintien des salaires semble avoir été partout satisfaite alors que la compensation intégrale ne s'imposait juridiquement que pour les salariés rémunérés au SMIC. Les cas de compensation partielle (en tout 8 % des salariés d'après l'enquête) se rencontrent surtout là où les réductions de la durée ont été importantes. Pour autant, la compensation en terme de salaire horaire reste sans implication pour les éléments du salaire mensuel qui ne sont pas liés directement à la durée du travail (1) : certaines primes, par exemple, n'ont pas varié.

Un cinquième des entreprises industrielles et un sixième des entreprises du commerce (2) interrogées dans l'enquête INSEE de septembre 1982 déclarent avoir procédé à des embauches à la suite de la réduction de la durée du travail. Ce chiffre est faible au regard des premières évaluations qui avaient pu être faites. Les entreprises industrielles indiquent aussi avoir eu recours aux contrats à durée déterminée (11 %

(1) Par ailleurs, la compensation a pu ne pas jouer pour les embauches nouvelles : le salaire mensuel des smicards recrutés courant 1982 peut être calculé sur la base de 39 heures.

(2) Le dépouillement de l'enquête commerce n'est pas achevé au moment de la rédaction de cette note ; seuls des résultats d'ensemble sont disponibles.

des entreprises) et au travail intérimaire (7 %)(1). Dans le commerce de détail les embauches ont souvent été effectuées sous forme d'emplois à temps partiel.

Dans l'industrie, les embauches définitives ont été plus importantes dans les grandes entreprises que dans les petites. Les entreprises où le travail en équipes est déjà développé ont plus largement recouru à l'embauche que les autres : près de la moitié des entreprises où le travail posté représente plus de 80 % des effectifs ouvriers ont embauché. Enfin peu d'entreprises déclarent avoir réduit leur chômage partiel (8 %) ou annulé des licenciements envisagés (2 %).

Au total, on aboutirait à une fourchette de créations d'emplois allant de 0,2 % à 0,5 % de l'emploi industriel total(2), soit 10 000 à 25 000 salariés. Les chiffrements effectués par les notes de conjoncture précédentes (0,5 % de créations d'emplois dans l'industrie) semblent dès lors des hypothèses hautes. Dans les entreprises du commerce, le chiffre à retenir est plus faible que dans l'industrie. Les entreprises non industrielles et hors commerce ne sont pas couvertes par l'enquête mais on peut faire pour elles l'hypothèse d'un impact réduit sur les effectifs. Au total il y aurait un effet sur l'emploi salarié des branches marchandes de l'ordre de 0,2 % à 0,3 %, concentré pour l'essentiel au deuxième trimestre 1982, soit 25 000 à 40 000 emplois.

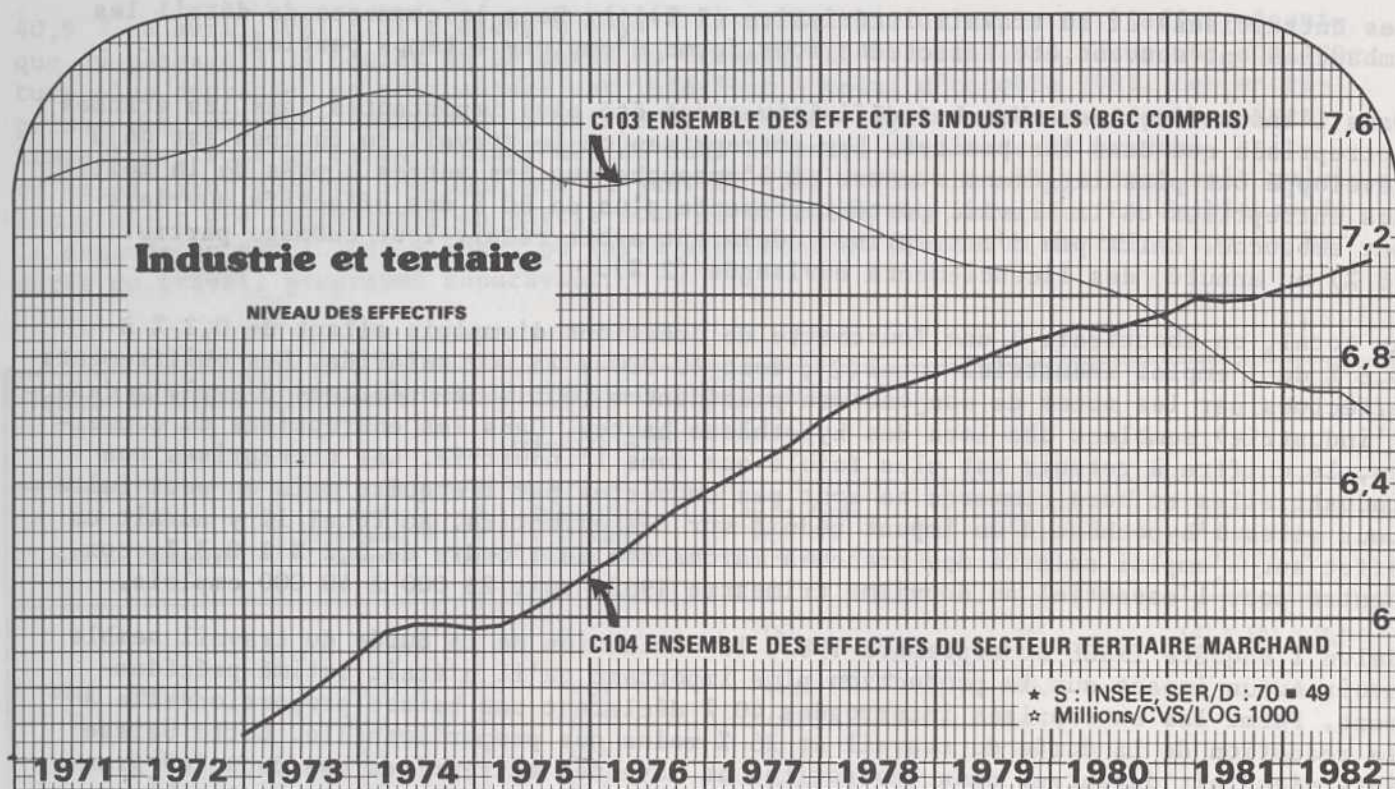
Selon l'enquête INSEE de septembre 1982, la diminution de la durée du travail semble avoir eu un impact sur la production plus important qu'il n'était estimé précédemment. Parmi les entreprises interrogées 40 % déclarent une baisse proportionnelle à la réduction de la durée du travail et 25 % moins que proportionnelle. Cette baisse interviendrait davantage dans les petites et moyennes entreprises que dans les grandes ; elle serait assez concentrée dans quelques secteurs, notamment dans les biens de consommation.

D'autre part 40 % des entreprises industrielles déclarent avoir modifié l'organisation du travail : par modulation des horaires (18 %), notamment dans les industries agro-alimentaires ; par développement ou introduction du travail en équipes (16 %) ; par accroissement du rythme de travail (19 %) ; et par recours à la sous-traitance (11 %). En outre 16 % des entreprises déclarent avoir effectué des investissements supplémentaires pour réorganiser la production(3).

Ces résultats d'enquête doivent être interprétés avec prudence. Il faut savoir s'il s'agit d'un effet permanent sur la capacité de production ou de tensions transitoires sur l'offre, dues aux délais inévitables de réorganisation de la production, d'investissement ou d'embauche.

Certaines informations confirmeraient qu'il y a eu dans certaines branches des baisses de production : dans les biens de consommation, alors que la demande restait soutenue, la production et les stocks ont baissé au premier trimestre. Cependant, les statistiques disponibles à un niveau plus désagrégé ne semblent pas confirmer cette interprétation : on ne constate pas de baisse significative de la production dans la plupart des branches où elle est déclarée à l'enquête ; on ne constate pas non plus dans ces branches d'horaires plus élevés que dans les autres, alors que le recours aux heures supplémentaires aurait permis de réduire les tensions sur le travail disponible. Au demeurant, la baisse de l'indice de la production industrielle qu'on peut constater dans certaines branches au premier ou deuxième trimestre ne dure jamais plus de deux mois.

-
- (1) Plusieurs réponses pouvaient être faites à la question correspondante : il y a donc des entreprises qui ont simultanément embauché et recouru au travail intérimaire.
 - (2) Pour chacune des entreprises déclarant à l'enquête avoir embauché, on peut admettre que la croissance des effectifs est inférieure à 2,5 % : ce seuil correspond à une compensation en termes d'effectifs de la réduction de la durée sans gains de productivité. L'embauche ne peut donc être supérieure à 0,5 % dans l'industrie ($1/5 \times 2,5 \%$).
 - (3) Plusieurs réponses pouvaient être faites à cette question ; le total des réponses dépasse donc 40 %.



Effectifs salariés des branches d'activité marchande en 1981 et 1982.
(Taux de croissance en glissement trimestriel).

	1981				1982			
	1er janvier	1er avril	1er juillet	1er octobre	1er janvier	1er avril	1er juillet	1er octobre
Industrie agro-alimentaire	- 0,6	0,2	- 1,0	- 0,6	0,9	0,2	- 0,3	- 1,0
Energie	-	0,1	-	0,1	0,4	0,6	0,7	0,4
Industrie manufacturière	- 1,0	- 1,1	- 1,2	- 1,0	- 0,5	- 0,2	0,2	- 0,8
Dont biens intermédiaires	- 1,1	- 1,2	- 1,3	- 1,1	- 0,8	- 0,4	- 0,1	- 1,0
Equipement professionnel	- 0,3	- 0,2	- 0,4	- 0,4	-	0,2	0,2	- 0,7
Matériel transport	- 1,8	- 2,4	- 2,1	- 1,1	- 0,9	0,0	0,5	- 0,9
Biens de consommation	- 1,3	- 1,2	- 1,5	- 1,4	- 0,4	- 0,4	0,2	- 0,8
Equipement ménager	- 1,5	- 2,4	- 1,5	- 0,9	- 0,9	0,7	0,9	- 0,7
Secteurs industriels	- 1,0	- 0,9	- 1,1	- 0,9	- 0,3	- 0,1	0,1	- 0,8
Agriculture	- 0,8	- 0,6	- 0,6	- 0,6	- 0,6	- 0,6	- 0,6	- 0,6
B.G.C.A.	- 0,9	- 0,3	- 1,0	- 1,2	- 0,2	- 1,3	- 0,9	- 1,1
Tertiaire non financier	0,3	0,5	- 0,2	0,1	0,7	0,4	0,7	0,5
Assurances - Services financiers	0,2	0,3	0,5	0,2	0,3	0,4	1,1	0,6
Secteurs non industriels	0,1	0,3	- 0,3	- 0,1	0,5	-	0,4	0,2
Total des secteurs	- 0,3	- 0,2	- 0,6	- 0,4	0,2	-	0,3	- 0,1

Source : Enquête trimestrielle du Ministère du Travail ; nomenclature NAP.

Il n'est pas à exclure que les hausses de coûts salariaux entraînées par la réduction de durée du travail aient conduit à déclasser certains équipements à la limite de la rentabilité. Mais aucun élément d'enquête ne confirme cette hypothèse : les marges de capacité avec embauche dans l'industrie restent détendues, au-delà de mouvements trimestriels dont l'interprétation est incertaine dans une situation conjoncturelle au profil très accusé.

En conclusion on peut chiffrer à 2,6 % la réduction de la durée hebdomadaire du travail au premier semestre 1982 ; du point de vue des salaires, cette réduction a été compensée à 90 %, soit par une hausse de 2,3 % du taux de salaire horaire ; sur l'ensemble de l'année elle a permis des créations d'emplois salariés de l'ordre de 0,2 à 0,3 %, et des gains de productivité de 2,3 à 2,4 %. Ce sont ces chiffres qui sont repris dans les autres chapitres de la note.

3. Les effectifs salariés

L'année 1981 a été caractérisée par une baisse globale de 1 % des effectifs de l'ensemble des secteurs marchands non agricoles (soit une perte de 137 000 emplois), correspondant à une forte baisse des effectifs industriels (y. c. BTP) (- 3,1 % en glissement soit - 212 000 emplois) et à une progression ralentie de ceux du tertiaire marchand (1,1 % soit 77 000 emplois).

On enregistre par contre une nette inflexion de tendance au cours du premier semestre 1982. Elle est perceptible dès le quatrième trimestre 1981 en partie à cause d'un volume important d'entrées en stage dans le cadre du Plan Avenir Jeunes (60 000). Les effectifs croissent en glissement de 0,4 % sur le premier semestre 1982, après une baisse de 1,0 % en glissement en 1981.

L'inflexion enregistrée s'explique en grande partie par l'évolution des effectifs industriels qui se stabilisent au premier semestre après la forte baisse de l'année 1981. Cette stabilisation sur le premier semestre se décompose en une légère baisse au premier trimestre (- 0,1 %) et une progression au second (0,1 %), à une période où pourtant s'achevaient de nombreux stages pratiques du Plan Avenir Jeunes.

A l'inverse des secteurs industriels, le BTP continue d'enregistrer un rythme de baisse important de ses effectifs au cours du premier semestre 1982 (- 2,2 % en six mois), lié à la très médiocre activité de ce secteur, où les licenciements et les fermetures d'établissements demeurent nombreux, et le recours au chômage partiel fréquent.

Les effectifs du tertiaire marchand enregistrent pour cette période une augmentation aussi importante que sur l'ensemble de l'année 1981 (près de 79 000 emplois supplémentaires au cours des six premiers mois de 1982, contre 77 000 au cours des 12 mois de 1981).

L'amélioration de l'emploi salarié industriel au cours du premier semestre 1982, alors même que la production industrielle a peu progressé au second semestre 1981 et s'est stabilisée au début 1982, ne s'explique pas de façon immédiate et simple. La brutalité du retournement à la baisse (- 0,8 %) des effectifs industriels hors BTP au troisième trimestre non plus.

Ce profil heurté s'observe dans tous les secteurs, hormis l'énergie. La mise en place progressive des contrats de solidarité au premier semestre n'a pu entraîner une croissance des effectifs à cette époque, car ils se sont seulement traduits par le dépôt de 15 000 offres auprès de l'ANPE à la fin du semestre. Au troisième trimestre, les nombreux départs en pré-retraite pourraient expliquer 0,2 % sur les 0,8 % de baisse des effectifs industriels (le remplacement du personnel partant n'intervenant que progressivement compte tenu des délais d'embauche).

Une explication de ce profil heurté serait qu'une partie des industriels ont suspendu des réductions d'effectifs ; celles-ci ont repris au troisième trimestre avec le retournement des perspectives de demande et la chute de la production. D'autre part il

EVOLUTION DU CHOMAGE EN 1982

On peut lire dans le texte ci-joint que le chômage a eu en 1982 le profil d'évolution suivant : croissance au premier semestre (plus précisément jusqu'au mois d'août) et stabilité au second (plus précisément à partir de septembre). Cette dernière conclusion peut surprendre puisqu'à prendre les effectifs au pied de la lettre, le nombre des demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) a diminué de fin août 1982 (2 049 600 en données corrigées) à fin décembre 1982 (2 009 000). La baisse observée (- 40 600) est, en fait, due pour l'essentiel à un volume plus important de sorties de l'ANPE en novembre et décembre, phénomène qui a lui-même trois causes principales :

- l'augmentation des embauches réalisées dans le cadre des contrats de solidarité ;
- l'ouverture de stages de formation pour les jeunes de 16 et 17 ans ;
- l'opération dite "chômeurs de longue durée", par laquelle l'ANPE a examiné la situation des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an.

C'est la troisième raison qui conduit à s'interroger sur l'interprétation qu'il faut donner à l'évolution de la série observée. En effet, les embauches liées aux contrats de solidarité constituent des créations effectives d'emploi. Quant au dispositif d'insertion des jeunes, il est traditionnel à cette époque de l'année, même s'il a été modifié en 1982 et s'est concentré sur la tranche d'âge 16-17 ans. Environ 40 000 jeunes étaient en stage fin décembre, certains ayant 18 ans à cette date. D'autre part, il y avait fin décembre 1982, 24 000 jeunes de 16 ou 17 ans inscrits à l'ANPE en moins que fin décembre 1981. Le rapprochement de ces deux effectifs (40 000 stagiaires, 24 000 DEFM en moins) conduit à penser que l'existence de ces stages a suscité la candidature de jeunes qui, en leur absence, ne se seraient pas inscrits à l'ANPE, comme cela a pu se produire dans des circonstances analogues ces dernières années. Quoi qu'il en soit, il ne semble pas que ces stages aient biaisé la mesure du chômage en faisant artificiellement baisser le nombre de demandeurs d'emploi. D'ailleurs, si l'on élargit la perspective à l'ensemble des jeunes de moins de 25 ans, au lieu de se borner aux 16-17 ans, on constate que globalement le dispositif d'insertion des jeunes a eu, cette année, un impact voisin de celui de l'an dernier : les inscriptions des jeunes de moins de 25 ans durant l'été et l'automne 1982 ont été d'ampleur analogue à celles de l'été et l'automne 1981, année du Plan Avenir-Jeunes qui, lui, visait plutôt les 18-24 ans.

Reste le troisième facteur de gonflement des sorties de l'ANPE au cours des deux derniers mois de 1982 : l'opération "chômeurs longue durée", qui a conduit à un nombre de radiations plus important que dans le passé. Il est évidemment difficile d'apprécier ses conséquences. Mais différents éléments permettent actuellement de penser que le nombre de radiations supplémentaires effectuées dans le cadre de cette opération se serait élevé à 20 000 ou 30 000. Et l'on est donc tenté de penser que, sans elles, le nombre de DEFM n'aurait guère diminué au second semestre, en tout cas que la chute des deux derniers mois de l'année n'aurait pas été observée.

Cette conclusion peut être étayée par l'analyse des évolutions comparées des ressources en main-d'oeuvre et de l'emploi en 1982. L'appréciation, formulée si tôt dans l'année 1983, est fragile car elle repose sur des estimations imprécises des ressources (du fait, notamment, de l'ampleur des départs en pré-retraite) et provisoires de l'emploi (à cause de l'évolution, inconnue, du dernier trimestre). Mais l'application de la relation habituelle entre évolution des ressources et évolution de l'emploi, conduirait pour l'ensemble de l'année 1982 à une croissance du chômage de l'ordre de + 150 000 personnes. Or, dans le même temps, le nombre des demandeurs d'emploi a crû de + 117 000 en données observées. Le rapprochement de ces deux évolutions conforte la conclusion d'une stabilité du chômage au cours des derniers mois de l'année plutôt que celle d'une diminution. Conclusion provisoire, qui sera réexaminée lorsque les estimations seront plus assurées, au second trimestre 1983, dans le cadre du Rapport sur les Comptes de la Nation.

n'est pas exclu que les incertitudes introduites par la réduction de la durée du travail aient contribué à maintenir provisoirement des effectifs jusqu'à ce que les choix des entreprises en matière d'organisation productive soient devenus plus clairs.

Dans les secteurs non industriels, les évolutions de fin d'année se situent dans le prolongement des tendances précédentes : baisse de 1,1 % des effectifs du BTP et progression de 0,5 % de ceux du tertiaire marchand.

4. Le marché du travail

Après un premier semestre qui reste dans la tendance de la fin 1981, le nombre de demandeurs d'emplois s'est stabilisé depuis la mi-1982 et dépasse légèrement 2 000 000 en fin d'année (cf. encadré). En données brutes, l'accroissement des demandes d'emploi a été de + 117 000 (5,8 %) sur l'année, évolution qui doit être comparée à celle de 1981 (+ 582 000, soit 23,4 %).

Au cours des six premiers mois de 1982, la progression du nombre des demandeurs d'emploi (en données corrigées) conserve un rythme voisin de celui qu'elle avait au cours du deuxième semestre 1981. Ce rythme d'augmentation s'accorde mal avec la croissance des effectifs employés sur la même période. L'analyse des flux d'inscriptions à l'ANPE montre cependant une arrivée inhabituelle et plus massive de jeunes ou de personnes en reprise d'activité qui peut expliquer un accroissement aussi soutenu du stock des demandeurs d'emploi.

L'amélioration attendue en raison de l'évolution plus favorable des effectifs au cours du premier semestre ne s'est produite qu'avec retard au cours de l'été. La stabilisation à partir du milieu de l'année du nombre des inscrits à l'ANPE correspond en effet à une diminution des entrées en chômage pour perte d'emploi salarié, bien que la croissance des entrées liées à une fin de contrat à durée déterminée se soit poursuivie. Le flux d'inscription de jeunes ou de personnes à la recherche d'un premier emploi, qui a été plus important au cours du premier semestre qu'en 1981, retrouve un volume analogue à celui de l'an passé ; il connaît même une baisse relative à partir d'octobre, qui doit être rapprochée du dispositif d'insertion mis en place pour les "16-17ans". Enfin, le nombre de nouveaux demandeurs d'emploi en reprise d'activité continue de progresser, mais son poids relatif reste faible.

Au cours des deux derniers mois de l'année, le nombre des inscrits à l'ANPE diminue. Ceci recouvre une stabilité des flux d'entrée et une augmentation des flux de sortie(2).

La stabilisation des flux d'entrée au quatrième trimestre conforte l'hypothèse que la forte baisse des effectifs employés au cours du troisième trimestre serait principalement due aux départs en pré-retraite dans le cadre des contrats de solidarité, bien qu'on observe aussi une certaine reprise des inscriptions pour licenciement économique.

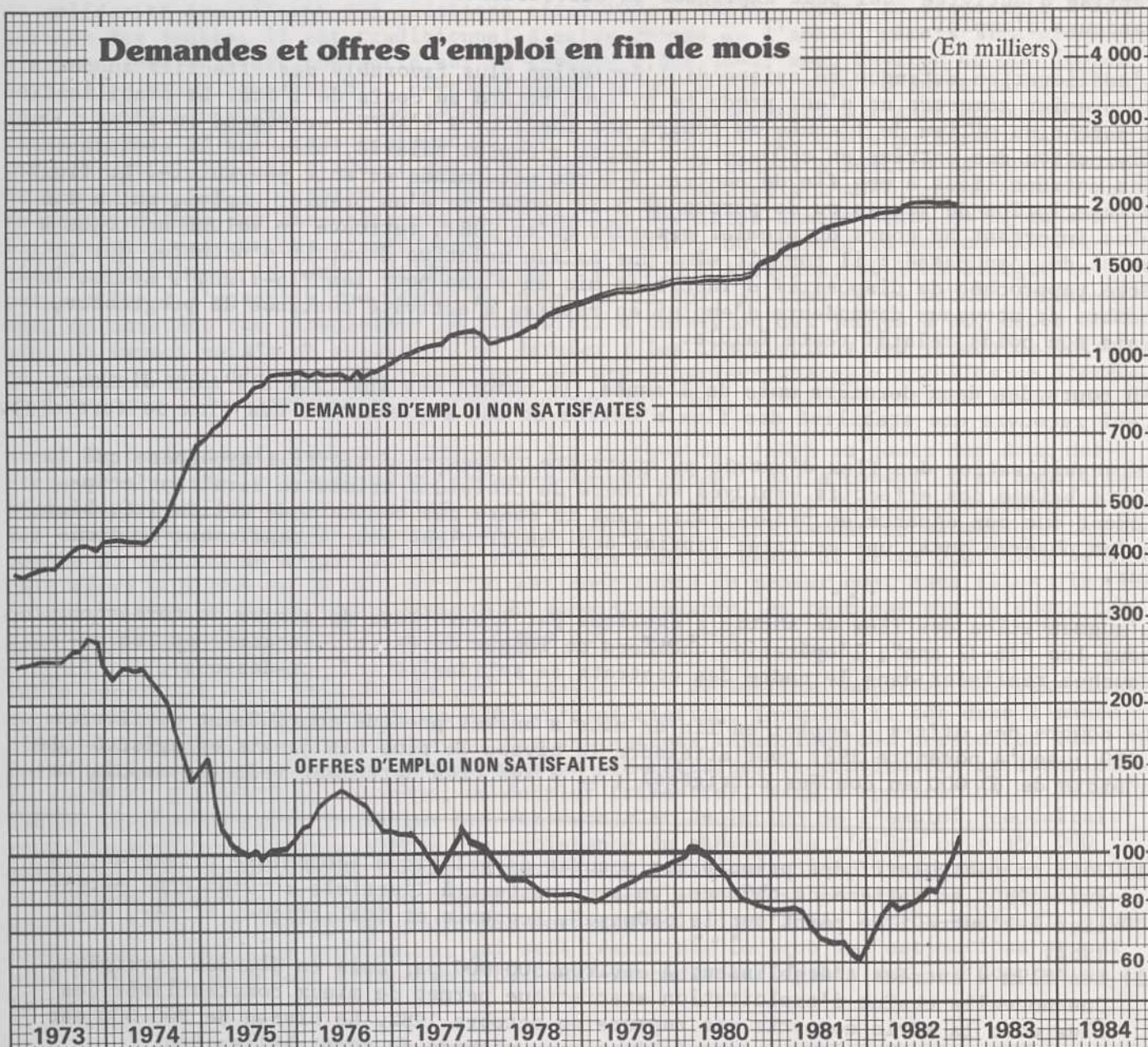
L'augmentation des flux de sortie s'explique par l'ouverture de stages de formation pour les "16-17 ans", l'opération chômeurs de longue durée (cf. encadré) et les embauches réalisées dans le cadre des contrats de solidarité (cf. ci-dessous).

Le nombre des offres d'emploi en fin de mois a baissé presque continuellement de février 1980 jusqu'à novembre 1981 pour atteindre le niveau le plus bas jamais enregistré (de l'ordre de 60 000 en données corrigées) ; il s'est très nettement redressé depuis la

-
- (1) Pour un récapitulatif des principales mesures de politique économique prises depuis juin 1981 en matière de chômage, on se reportera à l'article : "D'un choc pétrolier à l'autre : le point sur le chômage", Economie et Statistique, n° 147, sept. 1982.
 - (2) Les flux d'entrées s'établissent à environ 300 000 par mois en données corrigées. Une nouvelle chaîne d'exploitation statistique permet de mieux comptabiliser ces flux dont la série comporte une rupture en octobre 1982. Le niveau de 300 000 est plus élevé que ce qu'aurait donné l'ancienne méthode de comptabilisation.

Demandes et offres d'emploi en fin de mois

(En milliers)



fin 1981 et tout au long de l'année 1982, pour revenir à un niveau un peu supérieur à celui de début 1980.

De décembre 1981 à décembre 1982, le stock brut des offres d'emploi en fin de mois s'accroît de 68,3 %. Cette remontée est plus marquée au cours du second semestre 1982 et s'accélère en décembre, principalement du fait des dépôts d'offres liées aux contrats de solidarité (84 000 en tout depuis mars 1982, dont 17 200 pour le seul mois de décembre).

Ce type d'offres peut avoir un effet relativement plus important sur l'évolution du stock total dans la mesure où elles rencontrent, semble-t-il, plus de difficultés que les offres "habituelles" à être satisfaites : elles correspondent souvent à des postes exigeant qualification et expérience professionnelle ; il peut s'agir aussi d'offres à postes multiples, qui ne sont annulées auprès de l'ANPE que lorsque tous les postes ont été pourvus.

Un premier bilan des contrats de solidarité sur l'année 1982 peut être tiré : au total 26 000 contrats signés (dont 700 seulement concernent la durée du travail) ; les entreprises ou collectivités locales concernées emploient au total 4 millions de salariés ; 14 000 embauches sont ou seront réalisées dans le cadre des contrats de solidarité liés à la réduction de la durée du travail(1) ; et 80 000 départs environ sont déjà enregistrés sur les 300 000 bénéficiaires potentiels de la pré-retraite. Sur les 84 000 offres liées aux contrats de solidarité déposées à l'ANPE, il en reste 29 000 en stock à la fin du mois de décembre : soit plus de 50 000 embauches liées aux contrats de solidarité en 1982. Les effets des contrats de solidarité sur l'emploi devraient être encore sensibles au premier semestre 1983.

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DU PÉTROLE EN 1982

L'année 1982 a été marquée par une situation de marché international du pétrole caractérisée par une production mondiale en hausse, une consommation mondiale en baisse, et un stock mondial en hausse. La production mondiale de pétrole brut a atteint 18,5 millions de barils par jour (m.b.p.j.) en décembre 1982, contre 18,2 millions en décembre 1981. La consommation mondiale a diminué de 0,5 m.b.p.j. en décembre 1982 par rapport à décembre 1981. Le stock mondial de pétrole brut a augmenté de 1,5 m.b.p.j. en décembre 1982 par rapport à décembre 1981. Ces évolutions sont dues à une augmentation de la production et d'une diminution de la consommation. Les pays producteurs ont augmenté leur production de pétrole brut de 0,5 m.b.p.j. en décembre 1982 par rapport à décembre 1981. Les pays consommateurs ont diminué leur consommation de pétrole brut de 0,5 m.b.p.j. en décembre 1982 par rapport à décembre 1981. Le stock mondial de pétrole brut a augmenté de 1,5 m.b.p.j. en décembre 1982 par rapport à décembre 1981. Ces évolutions sont dues à une augmentation de la production et d'une diminution de la consommation.

La production globale de l'OPEP a augmenté de 0,5 m.b.p.j. en décembre 1982 par rapport à décembre 1981. La consommation globale a diminué de 0,5 m.b.p.j. en décembre 1982 par rapport à décembre 1981. Le stock mondial de pétrole brut a augmenté de 1,5 m.b.p.j. en décembre 1982 par rapport à décembre 1981. Ces évolutions sont dues à une augmentation de la production et d'une diminution de la consommation.

En septembre 1982, l'annonce du recul de 1,5 à 1 m.b.p.j. des prix de baril des pétroles brutés (Arabie Saoudite, Libye, Nigeria) et de 2 à 1 m.b.p.j. du pétrole iranien a eu un effet déstabilisateur sur le marché international du pétrole.

- (1) Les contrats de solidarité liés à la réduction de la durée du travail prévoient l'exonération pendant 2 ans de tout ou partie des cotisations sociales employeurs pour les emplois nets créés par suite d'une forte réduction de la durée du travail (au moins 2 h en 2 ans).

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DU PETROLE EN 1982

L'année 1982 s'est ouverte sur une situation de marché apparemment assainie et sur l'espoir, pour les pays pétroliers, d'une certaine reprise de la consommation occidentale. Cette amélioration faisait suite à des mesures conciliatrices de l'Arabie Saoudite : réduction de sa cadence de production à 8.5 millions de barils/jour (contre 10 en moyenne durant les dix premiers mois de 1981) et relèvement de 2 % de son prix afin de rétablir une structure de prix cohérente au sein de l'OPEP.

Mais la demande adressée à l'OPEP a continué de se dégrader à cause d'un nouveau recul de la consommation dans les pays industrialisés, d'une poursuite du déstockage et de l'accroissement de la production hors OPEP. Aussi en mars 1982, à l'approche de la baisse saisonnière de la consommation, les membres de l'OPEP ont décidé de diminuer leur production d'environ 2 millions de barils/jour et d'instaurer un système de quotas. La contribution de l'OPEP à l'approvisionnement du monde occidental est devenue minoritaire en 1982.

La production globale de l'OPEP a regagné graduellement 18.5 puis 19.5 millions baril/j au second semestre 1982 en raison du non-respect des quotas par certains membres (Iran, Lybie, Venezuela) et malgré la réduction consentie par l'Arabie Saoudite (un peu moins de 6 millions baril/j au lieu des 7 alloués).

Au printemps 1982, l'annonce du recul de 1.5 à 2 % des prix de barème des pétroles africains (Algérie, Lybie, Nigéria) et de 4 % du pétrole iranien a de nouveau déstabilisé la structure des prix. Les prix spot ont connu alors une forte dépression (l'arabe léger passe à 5 \$ en dessous du prix officiel). De mai à novembre, ils ont connu un niveau proche des cours officiels pratiqués avant de s'inscrire à nouveau sensiblement en dessous.

V. PRIX ET SALAIRES

1. Les prix des produits importés

En dépit de la poursuite de la dépréciation du franc, les prix des importations ont nettement ralenti leur progression en 1982 par rapport à 1981.

Prix en taux de croissance annuel	1981	1982
Importations totales	17,4 %	11,2 %
Importations de marchandises	16,6 %	10,6 %
Importations énergétiques	40,0 %	14,3 %
Matières premières importées	15,0 %	9,0 %
Produits manufacturés	12,3 %	13,3 %

Le ralentissement est clairement lié à celui des prix de l'énergie (qui n'augmente que de 14,3 % en 1982 au lieu de 40 % en 1981) et des matières premières (9 % en 1982 au lieu de 15 % en 1981). La baisse des cours en devises dans un marché mondial où l'offre est excédentaire est à la base de cette évolution (voir encadré).

Taux de croissance annuel	1981	1982
Prix moyen du baril de pétrole en dollars	11,6	- 4,1
Prix des matières premières importées en devises	- 7,0	- 6,0

Le prix des importations de produits manufacturés a au contraire progressé plus rapidement en 1982 qu'en 1981; la compression des marges des exportateurs étrangers de produits manufacturés, même importante comme on le verra par la suite, n'a pas conduit à une hausse des prix des produits manufacturés en devises aussi marquée que celle observée sur les cours des produits de base.

LES MARCHES INTERNATIONAUX DES MATIERES PREMIERES EN 1982

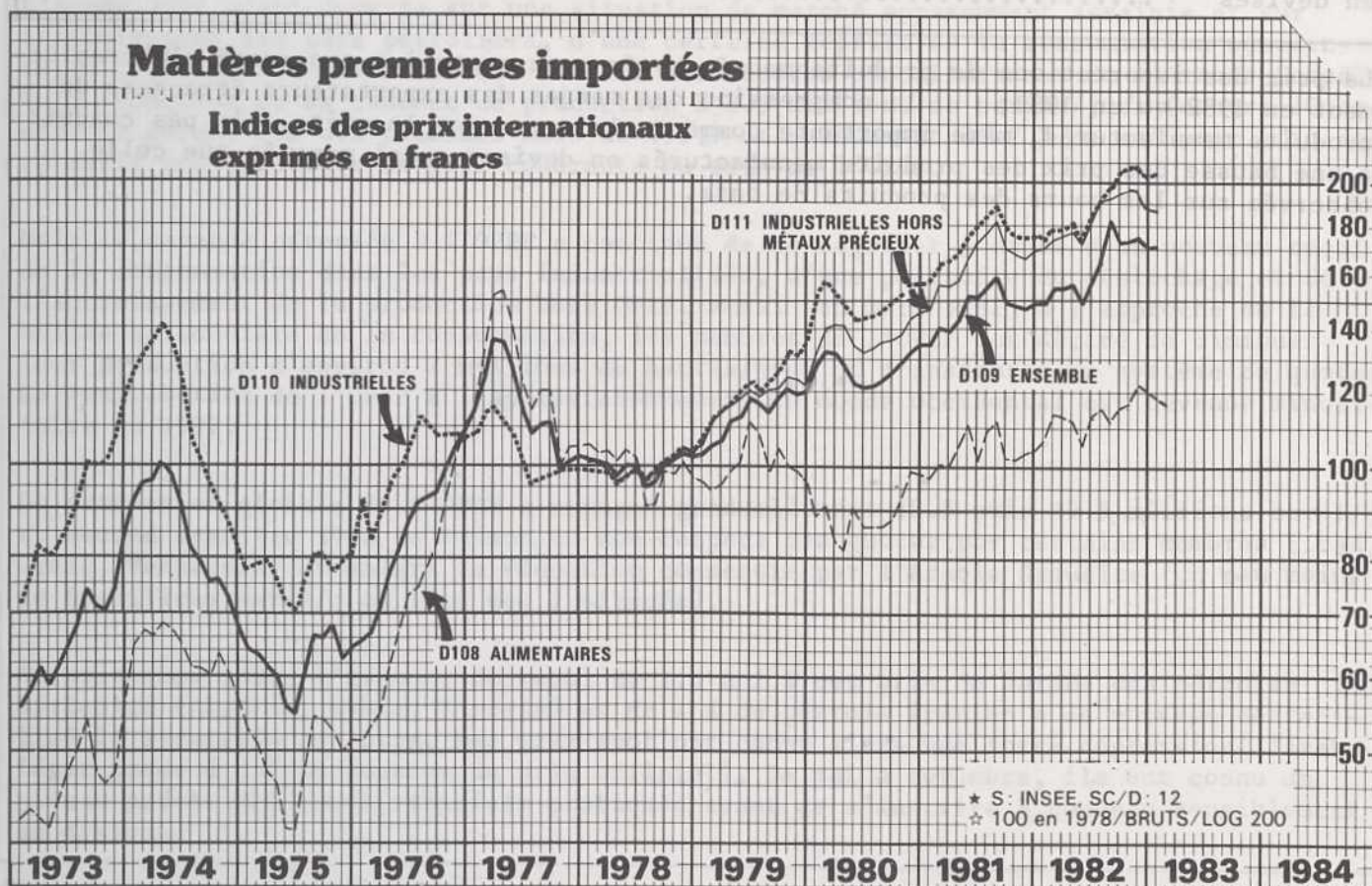
En 1982 les marchés des matières premières sont calmes et les niveaux des cours déprimés. Les marchés des matières premières alimentaires sont tous confortablement approvisionnés. Seuls les cours du café sont soutenus par la politique de quotas à l'exportation pratiquée par les producteurs. Les prix en dollars des céréales et des oléagineux fléchissent de 30 à 40 % depuis fin 1980 et ceux du sucre sont encore plus dégradés (réduits de 6 fois par rapport à leur pic de fin 1980).

Les prix des matières premières industrielles sont très affectés par le ralentissement de l'activité dans les pays industrialisés. Globalement, les prix en devises des matières premières industrielles importées stagnent (métaux précieux exclus) en retrait de 10 % sur leur niveau de début 1980. Les cours du coton, du caoutchouc, et des non-ferreux sont les plus touchés accusant un repli d'environ 30 % depuis début 1980.

Les producteurs occidentaux de cuivre, d'aluminium et de nickel ont fortement réduit l'utilisation de leur capacité afin de freiner l'engorgement du marché (en particulier les stocks d'aluminium et de nickel sont très élevés).

Depuis l'automne, les cours des non-ferreux paraissent installés dans une phase de consolidation de leur position. En janvier 1983, les cours des non-ferreux se sont nettement redressés, mais ce mouvement essentiellement spéculatif ne semble pas pouvoir se prolonger.

Au total il est difficile de concevoir une hausse importante des cours en devises des matières premières importées d'ici la mi-1983.



2. Le taux de salaire

La politique économique explique le profil heurté du taux de salaire horaire : revalorisation des bas salaires à fin 1981, baisse de la durée hebdomadaire du travail au premier semestre 1982, blocage des prix et des revenus au second. En terme nominal, le taux de salaire horaire croît de 17 % l'an de la mi-1981 à la mi-1982, mais ralentit à 7,5 % l'an ensuite.

Taux de salaire horaire (1)	1981				81 glis.	81/80	1982				81 glis.	82/81
	1	2	3	4			1	2	3	4		
nominal	3.2	3.4	4.1	4.3	15.8	14.8	5.0	3.6	1.4	2.3	13.0	16.0
réel (2) ...	0.2	0.1	0.2	1.1	1.6	1.3	2.1	0.4	0.1	0.4	3.1	3.6
Effet "durée du travail"(3)	-	-	-	-	-	-	1.4	1.0	-	-	2.5	2.2

(1) Source : comptes trimestriels (2) mesuré avec l'indice des 295 postes.

(3) Sur la base d'un glissement de la durée hebdomadaire de 2.6 % soit 1.1 h et d'une hypothèse de compensation de 90 % - voir chapitre IV - Emploi.

Sous l'impulsion des hausses du SMIC décidées en juin 1981, le pouvoir d'achat du taux de salaire retrouve à la fin 1981 la croissance tendancielle qu'il connaissait début 1980, soit une évolution en termes annuels de 2.3 %, après le fort ralentissement de la fin 1980 et du début 1981. Son rythme de croissance s'accélère au premier semestre 1982 et atteint 5 % l'an ; ce mouvement est largement imputable aux mécanismes de compensation salariale qui font suite à la baisse de la durée hebdomadaire ; corrigée de l'effet durée du travail, la progression du pouvoir d'achat du taux de salaire n'est que de 0,2 % en rythme annuel. Enfin, au second semestre, le pouvoir d'achat du taux de salaire horaire reprend une progression de 1 % en rythme annuel.

La progression du taux de salaire reste plus forte dans les branches non manufacturières que dans les branches manufacturières : en moyenne, l'écart annuel est de l'ordre de 1.5 % en 1982 comme en 1981.

Taux de salaire horaire	1981				81 glis.	81 moy.	1982				82 glis.	82 moy.
	1	2	3	4			1	2	3	4		
Industrie	2.8	3.3	4.0	4.3	14.4	14.4	4.6	3.6	1.5	1.8	11.5	15.4
Hors industrie .	3.4	3.6	4.3	4.5	15.8	15.6	5.6	3.7	1.5	2.5	13.3	17.1

On peut compléter l'analyse de l'évolution du taux de salaire par l'examen des mécanismes explicatifs de formation à court terme des salaires nominaux. Les estimations les plus récentes indiquent une indexation presque parfaite sur le prix à la consommation (mesuré par l'indice des 295 postes), obtenue toutefois avec un certain retard (80 % du rattrapage de l'inflation est acquis au bout de neuf mois). Les autres facteurs de l'équation explicative concernent la prise en compte des tensions sur le marché du travail,

et éventuellement des effets de diffusion des hausses du SMIC ou des taux de salaire dans les grandes entreprises nationales.

A partir de la mi-1981, l'examen des écarts entre la réalité et l'estimation que fournit l'équation distingue clairement trois périodes :

- au deuxième semestre 1981, le taux de salaire nominal croît plus vite que ne le justifient ses déterminants traditionnels. L'écart est de 1,1 %, en glissement sur le semestre. La forte revalorisation du SMIC et ses effets d'entraînement sur les autres salaires en expliquent la moitié. Le reste échappe à l'analyse quantitative et témoigne d'une forte pression à la hausse des salaires nominaux.

- le premier semestre 1982 correspond à la période de réduction de la durée du travail. L'écart sur le taux de salaire horaire brut moyen est de 1,8 %, pour une réduction de durée de 2,6 %. Si on considère qu'il y a eu compensation salariale à 90 % de la réduction de la durée du travail (voir chapitre IV), il s'ensuit qu'il y a eu perte de 0,5 % du taux de salaire moyen par rapport à ce qu'implique l'équation. Pour les branches manufacturières la perte est de 0,6 % ; pour les branches non manufacturières de 0,4 %.

- enfin le deuxième semestre 1982 est celui du blocage des prix et des revenus. Du fait des retards d'indexation, l'équation prend en compte des restes des hausses d'inflation passée, et ne prend qu'incomplètement le ralentissement de l'inflation de fin d'année. Si on impute tout l'écart entre l'équation et l'évolution constatée au blocage des revenus, on est conduit à estimer l'effet du blocage sur le taux de salaire brut à un manque à gagner de 1,3 %, imputable à l'indexation incomplète du salaire nominal sur l'inflation du premier semestre. Cet effet est uniforme sur l'ensemble des branches.

Taux de croissance en glissement semestriel

Taux de salaire nominal	Ensemble des entreprises			Entreprises manufacturières		
	Croissance effective (%)	Croissance expliquée (%)	écart (%)	Croissance effective (%)	Croissance expliquée (%)	écart (%)
81-II ...	8,4	7,3	1,1	8,3	7,3	1,0
82-I ...	8,6	6,8	1,8	8,2	6,7	1,5
82-II ...	3,7	5,0	- 1,3	3,3	4,6	- 1,3

3. Les prix et coûts de production

Trois tendances importantes sont à l'oeuvre au début de l'année 1982, et leur résultante conduit à un mouvement de ralentissement des prix et des coûts permettant une amélioration des résultats des entreprises :

- la nette amélioration des termes de l'échange observée à partir de 1981 bénéficie aux entreprises ; elle provient de la rapide modération de l'inflation à l'étranger, et de la stabilité des cours des matières premières industrielles exprimés en francs. La dévaluation d'octobre 1981 n'infléchit pas ces évolutions car les exportateurs étrangers réagissent au mouvement de parités en comprimant leurs marges sur le marché français. Le ralentissement des prix d'importations se transmet aux coûts intermédiaires des entreprises, qui connaissent dès lors leur plus faible progression depuis 1978 : une tendance de l'ordre de 8-9 % l'an au premier semestre 1982.

- la relance de l'activité de la mi-1981 se fait dans un contexte de fortes réductions d'effectifs (notamment dans l'industrie), ce qui assure aux entreprises des gains de productivité importants et freine la progression des coûts salariaux, même si ce mouvement est atténué par la hausse des cotisations sociales à la charge des employeurs. Enfin la réduction de la durée hebdomadaire du travail est en grande partie compensée par des gains de productivité (sans qu'on puisse exclure des tensions passagères sur la production). Une fois lissé l'effet de la productivité sur le premier semestre 1982, le coût salarial unitaire augmente régulièrement de 3,5 % par trimestre, de la mi-1981 à la mi-1982, au lieu de 4,3 % pour le taux de salaire.

- la compétitivité sur le marché intérieur demeure très tendue (voir chapitre échanges extérieurs). Les entreprises ont donc dû modérer la hausse de leurs marges : du deuxième trimestre 1981 au deuxième trimestre 1982 les prix croissent de 12,8 %, et les coûts unitaires de production de 12,4 %.

Les deux premiers facteurs favorisent la désinflation par un freinage des coûts de production ; le troisième intervient directement au niveau de la formation des prix. Au total le ralentissement des prix de production se manifeste dans l'ensemble des branches d'activité. Il favorise un mouvement de transfert de la valeur ajoutée vers les branches industrielles qui enregistrent le rapport prix/coût le plus favorable. Mais il reste insuffisant par rapport à celui qui s'opère dans les pays concurrents.

Comparaison pour l'ensemble des entreprises et des entreprises industrielles

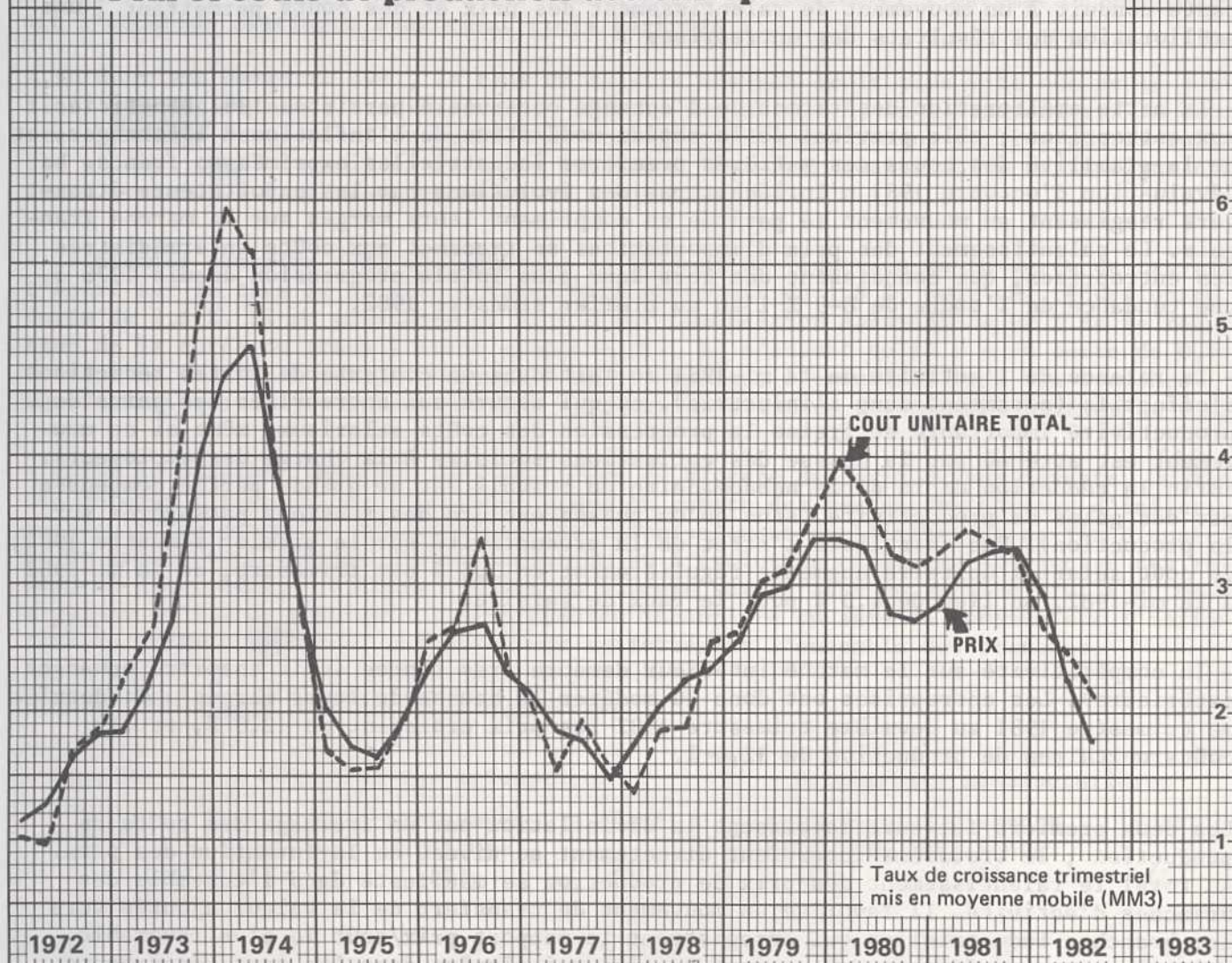
(en glissement du second trimestre 1981 au second trimestre 1982)

	Total entreprises	Entreprises industrielles
Prix	12,8	13,7
Coûts unitaires totaux	12,4	11,6
Coûts salariaux unitaires (1)	12,8	11,5
Productivité	5,1	5,4

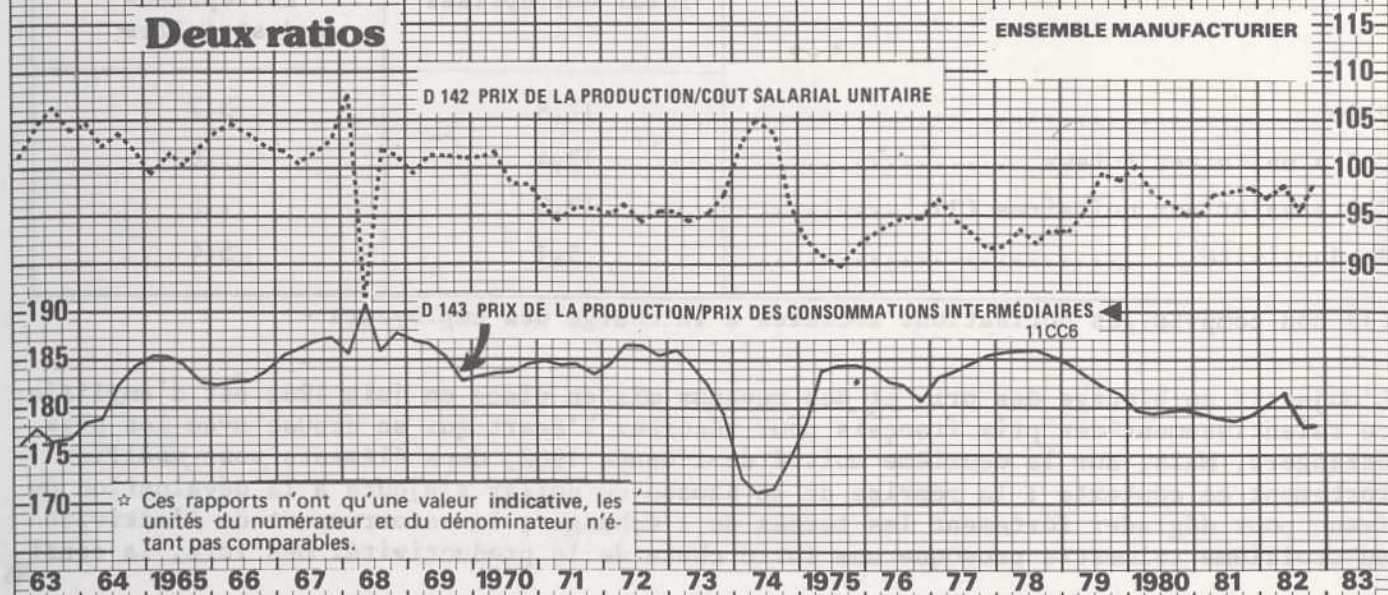
(1) non compris les cotisations sociales à la charge des employeurs

L'objectif du blocage des prix et des revenus mis en place en juin 1982 est d'amplifier ce ralentissement des prix français pour résorber l'écart qui se creuse avec les prix étrangers. Mais, sur la deuxième moitié de l'année 1982, deux éléments vont modifier fortement ce contexte : la reprise de la hausse du dollar s'ajoute à la dévaluation du franc pour dégrader fortement les termes de l'échange ; le retournement de l'activité au troisième trimestre provoque une forte chute de la productivité. Dès lors, la confi-

Prix et coûts de production des entreprises non financières



Deux ratios



guration des prix et des coûts se renverse : les prix croissent de 1,2 % au troisième trimestre et de 3,2 % en glissement sur le semestre. Les coûts unitaires par contre progressent respectivement de 2,6 % et de 4,9 % sur les mêmes périodes. L'écart de croissance entre prix et coûts s'élève à 1,4 % sur le troisième trimestre et de 1,7 % sur le semestre au désavantage des prix.

Tableau 10 : Contribution des différents coûts aux coûts unitaires totaux (1)

	1981				Glissement 81/80	moy. 1981	1982				Glissement 82/81	moy. 1982
	1	2	3	4			1	2	3	4		
Coût unitaire total ..	3.5	2.9	3.8	3.2	13.4	13.7	2.7	2.1	2.7	1.7	9.2	11.8
Coût CI.	2.2	1.9	2.1	1.7	7.9	8.1	1.3	1.3	1.3	0.9	4.8	6.2
Frais financiers ..	0.3	0.3	0.2	0.1	0.9	0.9	0.1	-	0.1	-	0.2	0.3
Coût salarial	1.1	0.5	1.1	1.0	3.7	3.8	1.7	0.4	1.2	0.5	3.8	4.9
Impôts liés à la production	-0.1	0.3	0.4	0.4	1.0	0.9	-0.4	0.4	0.1	0.2	0.3	0.4

(1) La contribution d'un coût à la croissance des coûts totaux est définie comme le taux de croissance de ce coût pondéré par la part du coût dans le coût total.

Sur le second semestre, les prix à l'importation croissent de 8,6 % et de 7,3 % sur le seul troisième trimestre. Globalement, on peut estimer l'impact de la dévaluation et de la hausse du dollar sur le coût unitaire total au troisième trimestre à 0,7 %, la moitié provenant des importations en produits énergétiques (la réglementation en matière de blocage des prix autorise la répercussion des hausses énergétiques dans les prix à la production). Malgré la violence de ce mouvement, la hausse du coût des consommations intermédiaires est légère : 2,6 % au troisième trimestre contre 2,1 % au second, en raison de l'effet modérateur du ralentissement des prix. La contribution des coûts intermédiaires à la croissance du coût total (1) reste d'un même ordre de grandeur au premier et au second semestre (respectivement 2,6 % et 2,2 % en glissement).

La chute de productivité de 0,8 % au troisième trimestre est la plus importante depuis le retournement d'activité de la fin 1980 ; elle a lieu en dépit d'une forte baisse d'effectifs. A productivité constante, l'écart de croissance prix/coûts ne serait plus que de 0,6 % au lieu de 1,4 %. Le retournement d'activité pèse autant sur les coûts de production (0,8 %), et donc, en période de blocage des prix, sur les marges des entreprises, que la détérioration des termes de l'échange (0,7 %). La contribution des coûts salariaux à l'évolution du coût total passe de 2,1 % au premier semestre à 1,7 % au second.

(1) définie comme le taux de croissance des coûts intermédiaires pondéré par la part des coûts intermédiaires dans le coût total en valeur. Voir tableau

Au total, la dynamique des coûts salariaux et des coûts intermédiaires dans la formation du coût total se renverse entre 1981 et 1982. Le net ralentissement du coût total (9,2 % en glissement sur 1982 contre 13,4 % un an auparavant) est principalement imputable au ralentissement des coûts intermédiaires (4,8 % contre 8,1 %) alors que la contribution des coûts salariaux reste d'une même ampleur (3,8 % contre 3,7 %).

Ce mouvement est davantage accentué dans les branches industrielles, qui dépendent plus que les autres branches des consommations intermédiaires importées et connaissent une chute de productivité plus marquée. Le partage plus favorable de la valeur ajoutée dont elles bénéficient depuis la mi-1981 s'interrompt au deuxième semestre 1982.

Ces résultats sont confortés par des estimations économétriques réalisées sur longue période pour les branches manufacturières. Ces estimations cherchent à définir plus complètement les comportements de formation des prix et des marges. Elles prennent en compte les nécessaires délais dans la transmission des coûts aux prix, mais aussi les besoins de financement des entreprises (taux d'investissement, formation de stocks) et les pressions de la demande. Les divergences entre l'évolution observée des prix et l'évolution simulée par l'équation mettent en relief des périodes où la dynamique des prix s'écarte de ce qu'impliquent les comportements habituels. Sur la période récente, les estimations indiquent une progression des prix sensiblement plus rapide que nécessaire de la mi-1981 à la mi-1982 (0,9 % en glissement du prix total), venant après une longue période de compression des marges. Par contre, au deuxième semestre 1982, les prix observés croissent moins vite que les prix simulés par l'équation (2 % en glissement sur le semestre) : ce retard s'explique en partie par la non-indexation sur les hausses de coûts du passé, en raison du blocage des prix. Il est générateur de tensions inflationnistes dans le futur.

Tableau 11 : Prix et coûts de production des entreprises non financières
(taux de croissance trimestriel)

	ANNEE 1981					ANNEE 1982				
	1	2	3	4	1981*	1	2	3	4	1982*
Prix de production ..	3.0	3.0	3.5	3.3	12.4	3.1	2.4	1.2	1.7	11.3
Coût unitaire total .	3.5	2.9	3.8	3.2	13.8	2.7	2.1	2.7	1.7	11.5
Coût cons. interméd.	3.8	3.2	3.7	2.9	13.5	2.3	2.2	2.3	1.5	10.6
Frais financ. ..	8.3	7.7	6.0	3.4	38.1	4.3	1.0	2.1	0.0	14.0
Impôts / prod. .	-3.2	6.7	8.3	8.7	11.0	-9.7	9.8	2.7	4.3	11.4
Coût salarial ..	3.3	1.6	3.1	3.0	12.9	5.0	1.2	3.5	1.6	12.8
Salaire horaire (+) .	3.1	3.5	4.1	4.3	14.8	5.0	3.6	1.4	2.3	16.0
Productivité (-) .	-0.1	1.5	1.0	1.1	1.5	1.0	2.0	-0.8	1.3	4.2
C.S. Employeurs (+) .	0.0	-0.4	0.2	-0.3	-0.2	1.0	-0.4	1.3	0.5	1.3
Coût salarial uni- taire	3.3	1.6	3.1	3.0	12.9	5.0	1.2	3.5	1.6	12.8

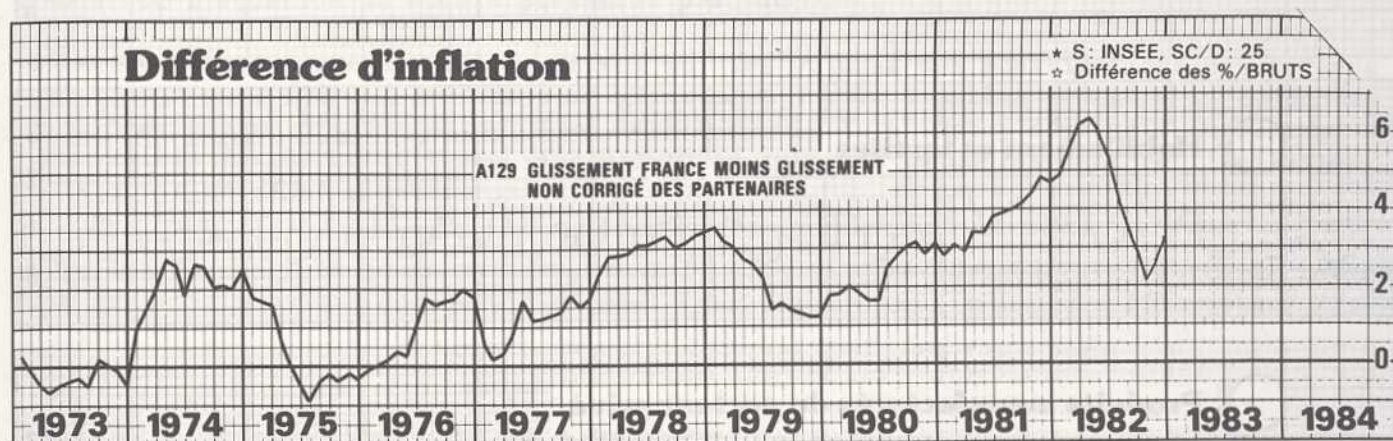
* moyenne annuelle

4. Les prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation enregistre pour 1982 une progression au cours de l'année limitée à 9,7 %. Ce taux traduit une très nette décélération par rapport à la hausse enregistrée en 1981 (14 %) et 1980 (13,6%). La réglementation des prix adoptée en juin 1982 permet de distinguer trois phases dans l'évolution des prix en 1982. Le premier semestre ne fait apparaître qu'une faible décélération de la forte croissance des prix de 1981, qui se manifeste à partir d'avril : l'indice progresse au premier semestre de 6 % en glissement. De juillet à octobre le blocage des prix conduit à des hausses très modérées : 1,6 % pour l'indice d'ensemble, 1,1 % si l'on exclut l'énergie. Enfin la sortie du blocage de novembre-décembre se révèle modérément inflationniste, bien qu'elle corresponde à deux indices élevés : 1,0 % et 0,9 %.

La différence d'inflation entre la France et ses principaux partenaires commerciaux atteint son maximum en avril 1982, soit 6 % en taux annuel sur la période février à avril, contre 1,9 % un an auparavant. Pendant les quatre mois du blocage, nos partenaires connaissent une hausse des prix supérieure à celle de la France. Mais la situation se détériore de nouveau fortement en fin d'année, d'autant que la sortie du blocage coïncide avec un nouveau ralentissement de prix à l'étranger.

Les fortes hausses de prix du premier semestre 1982 concernent tous les secteurs : tarifs publics en début d'année, services privés après un blocage de trois mois, alimentation par anticipation des hausses communautaires et, dans une moindre mesure, produits industriels, qui subissent la répercussion des fortes hausses de prix de production de début d'année. Malgré ces hausses, on retrouve à la fin du premier trimestre la tendance au ralentissement de l'inflation engagée à la fin de l'automne 1981 et suspendue au début de l'année ; ce ralentissement est net pour les produits alimentaires et manufacturés.



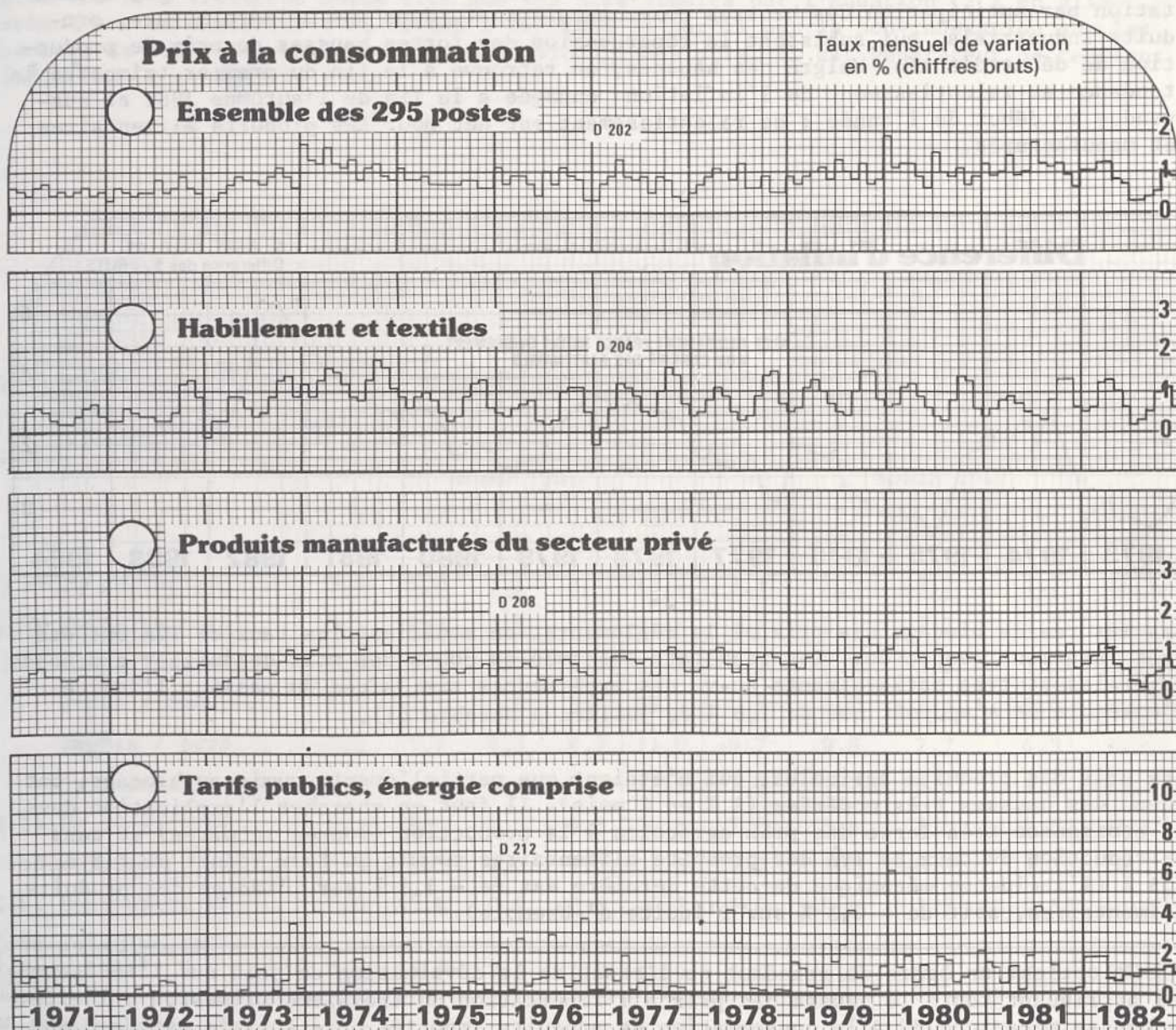
Les mesures de blocage des prix et la réglementation modifiant les taux de TVA ont été très largement respectées. Les résultats observés au cours des mois de juillet à octobre apparaissent très satisfaisants au vu des expériences similaires du passé : l'indice d'ensemble ne s'accroît que de 1,6 % de juillet à octobre (1).

Les prix des produits agricoles, qui n'étaient que partiellement soumis au blocage, ont connu des hausses très modérées (1 % en 4 mois). Il faut en chercher l'explication dans la croissance très lente des prix agricoles à la production (bonnes récoltes) et dans la réduction du taux de TVA des produits alimentaires soumis au taux réduit de 7 % à 5,5 % (l'incidence mécanique de cette dernière est de - 1,1 % sur l'indice des produits alimentaires, soit de - 0,3 % sur l'indice d'ensemble).

(1) On obtient un ordre de grandeur de l'effet de la dévaluation de juin sur l'indice en lui attribuant toute la hausse des prix à l'importation du troisième trimestre : l'effet de hausse mécanique dû à la consommation de produits importés hors énergie est de 0,4-0,5%.

Seul le secteur énergétique a continué d'enregistrer de fortes hausses du fait de la vive appréciation du dollar à partir de juin ; bien que l'application de la règle automatique de fixation des prix des produits pétroliers ait été étalée, la composante énergie de l'indice croît de 5,7 % pendant le blocage des prix.

A partir de début novembre, les prix restent soumis à un régime d'encadrement très strict par voie contractuelle : des engagements de lutte contre l'inflation et des accords de régulation doivent être signés pour sortir du blocage des prix. Aussi l'accélération observée en fin d'année 1982 s'explique surtout par un rattrapage de hausses différées : auto, pain, loyers, santé, gaz-électricité et RATP. Aucun rattrapage n'apparaît dans le secteur alimentaire. L'accélération de la hausse des produits industriels est imputable à l'automobile et à l'horlogerie-bijouterie (remontée des cours des métaux précieux). Enfin les prix des services du secteur privé connaissent une brusque hausse en décembre (loyers, services de santé) après une modération remarquable de juin à novembre : sur l'ensemble de l'année, leur hausse reste limitée à 10,9 % contre 15,7 % en 1981.



5. L'analyse du blocage des prix et des revenus.

Le blocage des prix concerne l'ensemble des prix et des marges à tous les stades de la production et distribution à compter du 11 juin et jusqu'au 31 octobre 1982, à l'exception de certains produits agricoles et des produits pétroliers. Tous les services publics ou privés sont également bloqués.

Pour les produits importés et revendus en l'état il y a blocage des marges d'importation et de distribution. Le blocage porte sur les prix nets toutes taxes comprises, sauf pour les produits alimentaires soumis au taux réduit de TVA. Enfin les décisions de prix de produits nouveaux ou modifiés doivent faire l'objet d'une demande auprès de l'administration un mois avant leur mise en application.

Le blocage des revenus concerne les rémunérations de l'ensemble des salariés du secteur public et privé du 1er juin au 31 octobre 1982, à l'exception des augmentations du SMIC, de celles afférentes au mois de juin résultant d'un accord signé avant le 11 juin et de celles résultant des promotions normales des carrières. Sont aussi bloquées les rémunérations sous forme d'honoraires. Enfin les dividendes distribués par les sociétés en 1982 et 1983 sont soumis à un plafonnement.

On étudie ici les effets du seul blocage des prix et des salaires, sans tenir compte de l'ensemble des mesures d'accompagnement prises depuis le 11 juin 1982 (à l'exception des reports de hausses de certaines prestations familiales). De même les conséquences spécifiques de la dévaluation de juin ne sont pas analysées ici. Les transferts de revenus liés aux modifications des taux de TVA sont pris en compte séparément. Ces calculs qui impliquent de tenir compte du bouclage macroéconomique complet ont été effectués avec le modèle METRIC. Pour cela, on a chiffré les effets du blocage par référence à une situation où les prix auraient continué leur progression sur la tendance du premier semestre, les salaires gagnant eux-mêmes 1,3 % de pouvoir d'achat sur ces prix, comme l'indique l'équation du modèle présentée précédemment.

L'exercice montre que les répercussions sur les volumes des modifications des revenus des agents sont faibles en 1982 : en glissement sur le deuxième semestre la consommation des ménages diminue de 0,2 % et le PIB de 0,1 %. L'impact dépressif du blocage est donc faible à très court terme. A court-moyen terme le ralentissement de l'inflation doit avoir un effet expansionniste.

Pour les ménages, toujours par rapport à la situation de référence, la perte de revenu est nette : la baisse du pouvoir d'achat (par rapport à l'indice des 295 postes) des

Les effets en variantes du blocage des prix et des revenus

(en milliards de francs courants)

Ménages

Compte de revenu

Cotisations	- 2	Salaires nets	- 21
		Prestations	- 7
Revenu disponible brut	- 31	EBE des entreprises individuels	- 5

Compte d'affectation du revenu

Consommation	- 16	Revenu disponible brut	- 31
Investissement	- 2		
Divers	- 1		
Epargne financière	- 12		

revenus salariaux, la révision en baisse des prestations familiales, le blocage des pensions des fonctionnaires (qui restent à leur niveau d'avril 1982 comme l'indice de traitement de la fonction publique) ne sont compensés que par la revalorisation du pouvoir d'achat des prestations vieillesse et chômage dont la progression, fixée antérieurement au blocage, n'a pas été révisée. Le développement des prestations maladie se ralentit, mais la consommation des services de santé connaît une évolution exactement parallèle. Enfin le blocage provoque une baisse de l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels d'environ 2 % sur le semestre (soit 0,6 % en pouvoir d'achat). Au total le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages diminue de 0,5 % sur le deuxième semestre. Compte tenu des délais d'adaptation de la consommation aux variations des revenus et des prix, cette perte de pouvoir d'achat se répercute pour l'essentiel sur l'épargne qui baisse fortement.

Les entreprises bénéficient du ralentissement des coûts salariaux, mais ne peuvent répercuter les hausses de consommations intermédiaires importées (sauf dans une certaine mesure pour les produits pétroliers), ni rattraper les retards pris dans l'ajustement des prix aux coûts de production. Au total l'effet du blocage sur les comptes des entreprises conduit à une baisse de l'excédent brut d'exploitation de l'ordre de 6 milliards (1). Compte tenu de la baisse de la valeur du PIB, le ratio EBE/PIB reste inchangé. Bien plus, si on retranche la baisse de l'EBE des entrepreneurs individuels, et si on tient compte de la baisse des prix des emplois (investissement, stocks), on aboutit à une légère amélioration du besoin de financement des seules sociétés (3 milliards). Autrement dit, ce n'est pas le blocage des prix et des salaires qui explique la dégradation des résultats des sociétés au troisième trimestre.

Les effets en variantes du blocage des prix et des revenus

Entreprises

Compte d'exploitation

Rémunération des salariés	- 16	Valeur ajoutée	- 23
(dont cotisations employeurs)	(- 2)		
Impôts indirects	- 1		
EBE	- 6		
(dont sociétés)	(- 1)		

Compte de capital des sociétés

Investissements et variation de stocks	- 5	EBE des sociétés	- 1
		Divers	- 1
Epargne financière	3		

Il reste à mesurer l'impact du blocage sur les comptes des administrations publiques. On peut chiffrer approximativement à 6 milliards la diminution des salaires versés par les administrations, auxquels il faut ajouter 1,2 milliards pour la réduction des pensions de fonctionnaires, et près de 0,5 milliards de mesures annexes sur les salaires ; le report de la revalorisation de 8 % d'environ 75 % des prestations familiales du 1er juillet 1982, annoncée en même temps que le blocage, se traduit par une économie d'environ 3 milliards ; le ralentissement des prix de la santé conduit à une économie sur les prestations santé d'environ 3 milliards également. Il faut rajouter à cela des baisses de dépenses diverses associées au ralentissement de l'inflation. Soit au total une baisse de dépenses de 16 milliards. Parallèlement les recettes diminuent d'environ 5 milliards pour les cotisations sociales et d'environ 3 milliards pour les recettes fiscales (dont 1,5 pour la TVA, du fait de la baisse des prix à la consommation) ; soit une diminution des recettes de 8 milliards. L'amélioration du solde des administrations due au blocage serait donc de 8 milliards. On peut en outre remarquer que l'opération est bénéficiaire pour les organismes de Sécurité Sociale, grâce à la réduction des allocations familiales.

(1) Ce chiffre intègre la hausse des coûts des consommations intermédiaires importées non répercutable dans les prix, que l'on peut estimer à 3 milliards.

Enfin, il est difficile de porter une appréciation sur l'impact direct à court terme du blocage sur le solde extérieur. La réduction de la croissance est certes bénéfique, mais à court terme cet effet reste limité et certainement de deuxième ordre par rapport aux incertitudes sur les variations de prix des produits tant importés qu'exportés : tout dépend en effet du comportement de marge sur les prix et l'incertitude est d'autant plus grande que le blocage accompagne la dévaluation de juin. Par exemple on ne sait pas si le blocage des prix intérieurs a conduit les entreprises à augmenter plus qu'à l'accoutumée leurs prix à l'exportation, qui ne sont pas bloqués. On a adopté ici une hypothèse neutre, qui implique que le solde extérieur n'est pratiquement pas modifié.

Les effets en variantes du blocage des prix et des revenus

Administrations

Compte de revenus et dépenses

Rémunération des salariés	- 7	Cotisations sociales	- 5
(dont cotisations sociales fictives)	(- 1)	Impôts indirects	- 3
Prestations	- 7	(dont TVA)	(- 1.5)
Divers	- 2		
Epargne financière	8		

Besoin (-) ou capacité (+) de financement des agents (i.e. épargne financière)

Ménages	.....	- 12
Sociétés	.....	3
Administrations	.....	8
Institutions financières	.....	1
Reste du Monde	.....	0

On peut traiter à part les modifications des taux de TVA intervenues au 1er juillet : la hausse de 1 point du taux intermédiaire non répercutable sur les prix coûte aux entreprises près de 5 milliards pour le deuxième semestre, hors effets de plus ou moins values sur stocks (1). Si on partage ce coût entre les sociétés et les entrepreneurs individuels sur la base de leurs valeurs ajoutées respectives, cela correspond à un prélèvement de 4 milliards sur les sociétés, de 1 milliard sur les entrepreneurs individuels. La baisse du taux réduit diminue de 2,5 milliards les recettes de TVA : si on fait l'hypothèse d'une répercussion intégrale de cette baisse dans les prix à la consommation, son impact est nul pour les entreprises ; il s'agit donc d'un simple transfert de 2,5 milliards de l'Etat aux ménages. Au total donc, les ménages, y compris entrepreneurs individuels, gagnent 1,5 milliards, soit une hausse de revenu disponible de 0,1 % pour le semestre ; les entreprises, y compris entrepreneurs individuels, perdent 5 milliards, soit 2,5 % d'excédent brut d'exploitation ; les administrations gagnent 2,5 milliards (ces calculs s'entendent hors effet de modification de la structure de la consommation provoquée par la déformation des prix relatifs des différents produits).

On peut résumer les effets du blocage sur les agents intérieurs en considérant les modifications de leurs capacités (ou besoins) de financement : si on tient compte des modifications des taux de TVA (hors effets sur stocks), il apparaît que le blocage des prix et des revenus n'a pratiquement pas modifié le besoin de financement des sociétés, et qu'il se résume en un transfert d'une dizaine de milliards des ménages aux administrations. Ce transfert s'accompagne d'effets redistributifs dus aux modifications des parts relatives des différents types de revenus : baisses des revenus salariaux et des entrepreneurs individuels, mais hausse des revenus sociaux.

(1) Le calcul des moins values sur stocks est difficile du fait des problèmes de mesure des encours de stocks, de leur valorisation et du partage de ces stocks entre produits soumis au taux intermédiaire de TVA et autres produits. Le calcul suivant ne fournit au mieux qu'un ordre de grandeur : pour un encours de stocks de produits industriels de 350 milliards, et un coefficient de partage de 0,9, la moins-value serait de 3 milliards. Enfin la plus-value due à la baisse du taux réduit sur les produits agricoles et agro-alimentaires serait de l'ordre de la centaine de millions.

Enfin, il est difficile de porter une appréciation sur l'impact direct à court terme du choc sur le solde extérieur. La réaction de la croissance est certes décalée, mais à court terme cet effet reste limité et certainement de deuxième ordre par rapport aux incertitudes sur les variations de prix des produits et des importations. L'impact direct sur le comportement de consommation de biens et services est d'autant plus grand que le choc est accompagné d'une variation de l'impôt. Par exemple, on ne peut pas affirmer que le choc entraîne une réduction des dépenses à court terme, car il est possible que les dépenses soient reportées sur une période ultérieure. De même, on ne peut pas affirmer que le choc entraîne une réduction des dépenses à long terme, car il est possible que les dépenses soient reportées sur une période ultérieure.

Compte de revenus et dépenses

Revenus	1	Revenus	1
Revenus des entreprises	1	Revenus des entreprises	1
Revenus des administrations	2	Revenus des administrations	2
Revenus des ménages	3	Revenus des ménages	3
Revenus des sociétés	4	Revenus des sociétés	4
Revenus des particuliers	5	Revenus des particuliers	5
Revenus des collectivités	6	Revenus des collectivités	6
Revenus des entreprises	7	Revenus des entreprises	7
Revenus des administrations	8	Revenus des administrations	8
Revenus des ménages	9	Revenus des ménages	9
Revenus des sociétés	10	Revenus des sociétés	10
Revenus des particuliers	11	Revenus des particuliers	11
Revenus des collectivités	12	Revenus des collectivités	12
Revenus des entreprises	13	Revenus des entreprises	13
Revenus des administrations	14	Revenus des administrations	14
Revenus des ménages	15	Revenus des ménages	15
Revenus des sociétés	16	Revenus des sociétés	16
Revenus des particuliers	17	Revenus des particuliers	17
Revenus des collectivités	18	Revenus des collectivités	18
Revenus des entreprises	19	Revenus des entreprises	19
Revenus des administrations	20	Revenus des administrations	20
Revenus des ménages	21	Revenus des ménages	21
Revenus des sociétés	22	Revenus des sociétés	22
Revenus des particuliers	23	Revenus des particuliers	23
Revenus des collectivités	24	Revenus des collectivités	24
Revenus des entreprises	25	Revenus des entreprises	25
Revenus des administrations	26	Revenus des administrations	26
Revenus des ménages	27	Revenus des ménages	27
Revenus des sociétés	28	Revenus des sociétés	28
Revenus des particuliers	29	Revenus des particuliers	29
Revenus des collectivités	30	Revenus des collectivités	30
Revenus des entreprises	31	Revenus des entreprises	31
Revenus des administrations	32	Revenus des administrations	32
Revenus des ménages	33	Revenus des ménages	33
Revenus des sociétés	34	Revenus des sociétés	34
Revenus des particuliers	35	Revenus des particuliers	35
Revenus des collectivités	36	Revenus des collectivités	36
Revenus des entreprises	37	Revenus des entreprises	37
Revenus des administrations	38	Revenus des administrations	38
Revenus des ménages	39	Revenus des ménages	39
Revenus des sociétés	40	Revenus des sociétés	40
Revenus des particuliers	41	Revenus des particuliers	41
Revenus des collectivités	42	Revenus des collectivités	42
Revenus des entreprises	43	Revenus des entreprises	43
Revenus des administrations	44	Revenus des administrations	44
Revenus des ménages	45	Revenus des ménages	45
Revenus des sociétés	46	Revenus des sociétés	46
Revenus des particuliers	47	Revenus des particuliers	47
Revenus des collectivités	48	Revenus des collectivités	48
Revenus des entreprises	49	Revenus des entreprises	49
Revenus des administrations	50	Revenus des administrations	50
Revenus des ménages	51	Revenus des ménages	51
Revenus des sociétés	52	Revenus des sociétés	52
Revenus des particuliers	53	Revenus des particuliers	53
Revenus des collectivités	54	Revenus des collectivités	54
Revenus des entreprises	55	Revenus des entreprises	55
Revenus des administrations	56	Revenus des administrations	56
Revenus des ménages	57	Revenus des ménages	57
Revenus des sociétés	58	Revenus des sociétés	58
Revenus des particuliers	59	Revenus des particuliers	59
Revenus des collectivités	60	Revenus des collectivités	60
Revenus des entreprises	61	Revenus des entreprises	61
Revenus des administrations	62	Revenus des administrations	62
Revenus des ménages	63	Revenus des ménages	63
Revenus des sociétés	64	Revenus des sociétés	64
Revenus des particuliers	65	Revenus des particuliers	65
Revenus des collectivités	66	Revenus des collectivités	66
Revenus des entreprises	67	Revenus des entreprises	67
Revenus des administrations	68	Revenus des administrations	68
Revenus des ménages	69	Revenus des ménages	69
Revenus des sociétés	70	Revenus des sociétés	70
Revenus des particuliers	71	Revenus des particuliers	71
Revenus des collectivités	72	Revenus des collectivités	72
Revenus des entreprises	73	Revenus des entreprises	73
Revenus des administrations	74	Revenus des administrations	74
Revenus des ménages	75	Revenus des ménages	75
Revenus des sociétés	76	Revenus des sociétés	76
Revenus des particuliers	77	Revenus des particuliers	77
Revenus des collectivités	78	Revenus des collectivités	78
Revenus des entreprises	79	Revenus des entreprises	79
Revenus des administrations	80	Revenus des administrations	80
Revenus des ménages	81	Revenus des ménages	81
Revenus des sociétés	82	Revenus des sociétés	82
Revenus des particuliers	83	Revenus des particuliers	83
Revenus des collectivités	84	Revenus des collectivités	84
Revenus des entreprises	85	Revenus des entreprises	85
Revenus des administrations	86	Revenus des administrations	86
Revenus des ménages	87	Revenus des ménages	87
Revenus des sociétés	88	Revenus des sociétés	88
Revenus des particuliers	89	Revenus des particuliers	89
Revenus des collectivités	90	Revenus des collectivités	90
Revenus des entreprises	91	Revenus des entreprises	91
Revenus des administrations	92	Revenus des administrations	92
Revenus des ménages	93	Revenus des ménages	93
Revenus des sociétés	94	Revenus des sociétés	94
Revenus des particuliers	95	Revenus des particuliers	95
Revenus des collectivités	96	Revenus des collectivités	96
Revenus des entreprises	97	Revenus des entreprises	97
Revenus des administrations	98	Revenus des administrations	98
Revenus des ménages	99	Revenus des ménages	99
Revenus des sociétés	100	Revenus des sociétés	100

On peut traiter à part les modifications des taux de TVA intervenues à la fin de l'année 1974. Ces modifications ont entraîné une augmentation des revenus des entreprises et des administrations, mais une diminution des revenus des ménages. L'impact net sur le solde extérieur est donc positif. Les modifications des taux de TVA ont également entraîné une augmentation des revenus des sociétés et des particuliers, mais une diminution des revenus des collectivités. L'impact net sur le solde extérieur est donc négatif. Les modifications des taux de TVA ont également entraîné une augmentation des revenus des entreprises et des administrations, mais une diminution des revenus des ménages. L'impact net sur le solde extérieur est donc positif. Les modifications des taux de TVA ont également entraîné une augmentation des revenus des sociétés et des particuliers, mais une diminution des revenus des collectivités. L'impact net sur le solde extérieur est donc négatif.

On peut remarquer que les effets des modifications des taux de TVA sont en partie compensés par les effets des modifications des taux de TVA. Les modifications des taux de TVA ont entraîné une augmentation des revenus des entreprises et des administrations, mais une diminution des revenus des ménages. L'impact net sur le solde extérieur est donc positif. Les modifications des taux de TVA ont également entraîné une augmentation des revenus des sociétés et des particuliers, mais une diminution des revenus des collectivités. L'impact net sur le solde extérieur est donc négatif. Les modifications des taux de TVA ont également entraîné une augmentation des revenus des entreprises et des administrations, mais une diminution des revenus des ménages. L'impact net sur le solde extérieur est donc positif. Les modifications des taux de TVA ont également entraîné une augmentation des revenus des sociétés et des particuliers, mais une diminution des revenus des collectivités. L'impact net sur le solde extérieur est donc négatif.